## RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



# **MINISTÈRE DU BUDGET**

# CADRE BUDGETAIRE A MOYEN TERME 2021 - 2023

Document de travail dans le cadre du Séminaire d'orientation budgétaire 2021

Kinshasa, Juillet 2020

#### SOMMAIRE

#### **LISTE DES ACRONYMES**

AAC : Autorité d'Aviation Civile

ADF : Allied Democratic Forces

BAD : Banque Africaine de Développement

CPCM : Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique

DGPPB : Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire

ETD : Entité Territoriale Décentralisée

FARDC : Forces Armées de la République Démocratique du Congo

FMI : Fonds Monétaire International

IPR : Impôt Professionnel sur le Revenu

LOFIP : Loi relative aux finances publiques

METTELSAT : Agence Nationale de Météorologie et de Télédétection par Satellite

PME : Petite et Moyenne Entreprise

PMI : Petite et Moyenne Industrie

PNDS : Plan National de Développement Sanitaire

SCPT : Société Congolaise des Ports et des Transports

TIC : Technologie de l'Information et de la Communication

## **RESUME ANALYTIQUE**

Le présent Cadre Budgétaire à Moyen Terme (CBMT) définit la trajectoire que peuvent emprunter les finances publiques de 2021 à 2023. Il présente l'évolution prévisionnelle triennale des dépenses et des recettes du Pouvoir central, des Provinces et des ETD, du solde qui s'en dégage ainsi que l'évolution de l'endettement.

L'évolution des recettes sur la période traduit les efforts du Gouvernement de mobiliser substantiellement les recettes, à travers la poursuite de la lutte contre le coulage des recettes, l'évasion et la fraude fiscale ainsi que la promotion de la culture fiscale.

L'évolution des dépenses reflète la vision du Gouvernement sur la période penchée prioritairement sur les dépenses sociales notamment dans les secteurs de santé et de l'éducation, et sur les dépenses d'investissements dans les secteurs porteurs de croissance, notamment l'agriculture, le développement rural, l'industrie, la télécommunication et les infrastructures.

Cette évolution des recettes et des dépenses se résume comme suit :

Agrégats	2021	2022	2023
Pouvoir central			
Dépenses	14 589 664 876 532	18 238 926 121 008	19 620 139 402 016
Recettes	13 642 843 958 555	14 274 670 511 647	14 945 885 916 320
Solde	- 946 820 917 978	- 3 964 255 609 361	- 4 674 253 485 696
Endettement	946 820 917 978	3 964 255 609 361	4 674 253 485 696
Provinces			
Dépenses	2 720 896 355 155	2 847 707 017 266	3 017 667 596 699
Recettes	2 720 896 355 155	2 847 707 017 266	3 017 667 596 699
Solde	0	0	0
Endettement	0	0	0
ETD			
Dépenses	106 874 805 820	111 855 835 275	118 531 761 717
Recettes	106 874 805 820	111 855 835 275	118 531 761 717
Solde	0	0	0
Endettement	0	0	0

#### INTRODUCTION

Ce document, élaboré sur pied des articles 13, 76 et 79 de la LOFIP, décline la programmation budgétaire de la période 2021-2023 qui constitue le cadre fédérateur du budget du pouvoir central, des budgets des provinces et des ETDs pour l'exercice 2021.

Cette programmation budgétaire s'effectue au moment où la RDC vient de célébrer ses 60 ans d'indépendance, avec des défis à relever sur le plan économique, social et sécuritaire, auxquels s'ajoute le contexte sanitaire marqué par la pandémie de la COVID-19 qui constitue un choc négatif important sur l'activité économique et sur les finances du pays en 2020.

Après une récession économique attendue en 2020, la période de 2021 à 2023 connaîtra une embellie qui situerait l'activité économique autour de **4,7%** l'an, sous l'hypothèse d'un redressement économique mondiale et nationale dans un contexte de reprise de la production et du commerce extérieur, du relèvement des cours des principaux produits d'exportations du pays et de l'accroissement des investissements publics.

Dans ces conditions, la programmation budgétaire 2021-2023 postule une amélioration de la collecte des recettes à travers notamment la mise en œuvre des mesures de la politique fiscale alignées dans le cadre budgétaire 2020-2022 et dans le budget 2020 dont la plupart n'ont pas été appliquées en raison de la COVID-19.

De même, elle prend en compte les principaux objectifs des politiques publiques définis dans les outils ci-dessus dont la plupart n'ont pas été atteints, tout en mettant un accent sur l'investissement dans les secteurs productifs et sociaux, en vue de renforcer la résilience du pays, notamment en termes d'auto-suffisance alimentaire et sanitaire, en prévenance des éventuels chocs futurs, au regard de l'expérience néfaste de la COVID-19.

Ce document, contenant la programmation budgétaire 2021-2023, est soumis à discussions dans le cadre des consultations budgétaires au cours du Séminaire d'orientation budgétaire de l'exercice 2021, auprès de toutes les parties prenantes au processus d'élaboration du budget, à savoir le Gouvernement (politique, experts centraux et sectoriels), la société civile, les Honorables députés, sénateurs membres des commissions ECOFIN et les partenaires au développement. Sa version finale qui devra accompagner le projet de loi de finances 2021 au Parlement va intégrer les avis pertinents qui seront issus de ces discussions, notamment le choix et la pertinence des politiques publiques, et le financement des gaps dégagés.

Enfin, il s'organise autour de quatre chapitres, en dehors de l'introduction et de la conclusion. Le premier présente les perspectives économiques internationales et nationales à moyen terme, le deuxième décline la politique budgétaire et les principales stratégies sectorielles retenues, alors que le troisième et le dernier point décrivent respectivement la programmation budgétaire de la période 2021-2023 et les risques liés à sa mise en œuvre.

## I. PERSPECTIVES ECONOMIQUES A MOYEN TERME

Ce point donne un aperçu des perspectives économiques internationales et nationales sous-tendant la programmation budgétaire 2021-2023.

## 1.1 Perspectives internationales

Suivant les perspectives de l'économie mondiale d'avril 2020 du FMI, la croissance du Produit Intérieur Brut mondial (PIB) devrait baisser à -3,0% en 2020 contre 2,9% réalisée une année plus tôt. Cette décroissance est attestée par la baisse de la production, en raison principalement des mesures de confinement adoptées par les gouvernements pour faire face à la crise sanitaire causée par la pandémie du corona virus, COVID-19, qui continue de paralyser l'activité économique mondiale.

La reprise de l'économie ne devrait s'observer qu'à partir de 2021, avec une croissance attendue de **5,8%**, suivant l'hypothèse selon laquelle la pandémie devrait être maitrisée au second semestre 2020, et que les gouvernements devraient apporter rapidement des réponses adéquates et concertées. En 2022 et 2023, la croissance devrait se situer respectivement à **5,5%** et à **5,7%** suivant les tendances du CPCM.

Dans les pays avancés, le FMI table sur une reprise de l'activité économique traduite par une croissance de **4,5%** en 2021 contre **-6,1%** en 2020. Aux Etats-Unis d'Amérique, la croissance du PIB augmenterait de **10,6** points de pourcentage en 2021 contre une baisse de **8,2** points de pourcentage enregistrée en 2020, la croissance attendue étant de **4,7%**.

Dans la zone Euro, la reprise devrait être au rendez-vous, portant la croissance de -5,9% en 2020 à 4,7% en 2021, tandis qu'au Japon, le taux de croissance du PIB se situerait à 4,3% en 2021 contre -8,0% en 2020.

Les pays émergents et en développement connaîtraient un rebond de l'activité en 2021, attesté par un taux de croissance de **6,6%** contre **-1,0%** en 2020. La croissance en Chine augmenterait de **8,0%**, se situant à **9,2%** en 2021 contre **1,2%** une année plus tôt.

En Afrique Subsaharienne, la croissance serait de **4,1%** en 2021 contre **-1,6%** en 2020, à la suite notamment des performances individuelles de l'Afrique du Sud et du Nigéria. Ainsi, la croissance en Afrique du Sud devrait passer de **-5,8%** en 2020 à

**4,0%** en 2021. Quant au Nigéria, sa croissance économique devrait s'afficher à **2,4%** en 2021 contre **-3,4%** en 2020.



## 1.2 Perspectives nationales

Après le choc important enregistré en 2020 de suite de la COVID-19, les perspectives à moyen terme de l'économie congolaise devrait se relever timidement dans un contexte de reprise de l'économie mondiale, de l'amélioration des cours de matières premières et de bonne tenue des produits miniers, d'une bonne coordination des politiques monétaire et budgétaire qui devra permettre la maitrise de l'inflation et de l'accroissement des investissements publics.

Ainsi, le tableau 1 ci-dessous renseigne que la RDC devrait connaître un relèvement de la croissance sur les trois prochaines années, après une récession de **-1,9%** projetée en 2020. Elle serait à **3,5%** en 2021, à **4,7%** en 2022 et **6,0%** en 2023, soit une moyenne annuelle de **4,7%**.

Par ailleurs, il est attendu au cours des trois prochaines années une décélération de du rythme de formation des prix intérieurs, grâce aux mesures des politiques économiques préconisées sur le moyen terme par le Gouvernement de la République et la Banque centrale du Congo.

Le taux d'inflation moyen devrait observer une baisse moyenne d'un peu plus de **1 point** de pourcentage entre 2021 et 2023. Il se situerait à **9%** en moyenne sur la période, contre **31%** en 2018, **5,9%** en 2019 et **9,4%** en 2020, soit une moyenne de **15,4%** au cours des trois dernières années.

En ce qui concerne le comportement de la monnaie nationale par rapport au dollar américain, le Gouvernement intensifiera son objectif de consolidation de sa stabilité qui permettrait d'amenuiser le rythme de dépréciation de la monnaie nationale. En effet, entre 2021 et 2023, la dépréciation de la monnaie nationale évoluerait faiblement. Elle serait de **6,0% en 2021**, **2,3%** en 2022 et de **1,3%** en 2023, soit une dépréciation moyenne de **3,2%**, alors qu'elle était de **6,2%** les trois dernières années. Le tableau ci-dessous donne plus de détails sur les indicateurs macro-économiques à observer sur la période 2021-2023.

**Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques 2021-2023** 

PRINCIPAUX INDICATEURS	HIST	ORIQUE	PROJECTIONS MACROECONOMIQUES					
	2018	2019	2020	2021	2022	2023		
Taux de croissance	5,8%	4,4%	-1,9%	3,5%	4,7%	6,0%		
Déflateur PIB	6,32	6,70	7,31	8,18	8,88	9,45		
Tx d'inflation moyen	31,0%	5,91%	9,38%	11,99%	8,54%	6,34%		
Tx d'inflation fin période	7,23%	4,59%	14,18%	9,80%	7,28%	5,40%		
Tx change moyen (CDF/USD)	1 613,91	1 654,29	1 751,45	1 856,85	1 899,10	1 923,08		
Tx change fin période (CDF/USD)	1 635,62	1 672,95	1 829,95	1 883,75	1 914,44	1 931,71		
PIB réel (en milliards de CDF)	12 128,81	12 690,33	12 448,09	12 881,85	13 482,23	14 286,89		
PIB nominal (en milliards de CDF)	76 689,27	84 781,99	90 968,40	105 425,25	119 759,19	134 950,76		
PIB nominal (en millions de USD)	47 517,80	51 249,93	51 938,86	56 776,29	63 061,16	70 174,41		
Exportations des biens et services (en % du PIB)	33,84	29,06	23,60	28,64	27,86	26,79		
Importations des biens et services (en % du PIB)	-37,41	-32,35	-26,24	-31,97	-30,80	-29,31		
Reserves de change (en semaines d'importations)	3,86	3,28	2,77	3,58	5,06	7,09		

Source: CPCM, Ministère du Plan, Mai 2020.

## II. POLITIQUE BUDGETAIRE ET STRATEGIES SECTORIELLES

Ce chapitre présente la politique budgétaire envisagée pour la période 2021-2023 et les actions des stratégies sectorielles à mettre en œuvre et projets de grande envergure pour l'émergence de la RDC, telles que assortis du Programme du Gouvernement.

## 2.1 Politique budgétaire

## 2.1.1 En matière des dépenses

En matière des dépenses, le Gouvernement postule une gestion saine et efficace des finances publiques et le non recours au financement monétaire pour financer des éventuels déficits budgétaires, en vue de stabiliser l'environnement macroéconomique.

Par ailleurs, une attention sera mise sur la qualité de la dépense, la régularité des procédures de l'exécution de la dépense publique et des marchés publics.

Tirant les leçons de la COVID-19, le Gouvernement se penchera prioritairement sur les dépenses sociales, notamment dans les secteurs de santé et de l'éducation, et sur les dépenses d'investissement dans les secteurs porteurs de croissance, notamment l'agriculture, le développement rural, l'industrie, les télécommunications et les infrastructures. Un accent sera également mis dans les dépenses de subvention et sécuritaires.

Les dépenses sociales devront viser principalement l'amélioration des conditions sociales de la population. Elles concerneront notamment la poursuite de la mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement primaire ainsi que la couverture de la santé universelle, à travers notamment l'acquisition des équipements médicaux, équipement des hôpitaux en médicaments essentiels et l'amélioration des conditions des formations médicales et de leur personnel.

Les dépenses d'investissement devront porter sur les infrastructures de base et communautaires, en vue d'accélérer le processus de l'émergence de notre pays. Les subventions devront concerner principalement les ménages dans le cadre de l'appui à l'amélioration de la production locale particulièrement agricole, dans l'objectif d'une auto-suffisance alimentaire, et les petites industries et moyennes entreprises pour la relance de leurs activités. Un accent est également mis sur l'amélioration des fonds transférés aux Provinces et aux ETD, en vue d'accélérer le processus de développement (infrastructures routières, ferroviaires, aériennes, de télécommunication, etc).

Par ailleurs, le Gouvernement de la République entend accélérer la réforme des finances publiques en vue de l'instauration effective du budget-programme prôné par la LOFIP, au vu des efforts actuels en termes de mise en place de la démarche de la performance et de la création des directions générales chargées de sa mise en oeuvre.

#### 2.1.2 En matière des recettes

Le financement des politiques publiques retenues au cours de la période 2021-2023 devra passer par la mobilisation accrue des recettes courantes, la promotion du partenariat public privé, le recours aux dons, aux emprunts et aux appuis budgétaires.

En matière de mobilisation des recettes, le Gouvernement entend poursuivre la lutte contre le coulage des recettes, l'évasion et la fraude fiscale ainsi que la promotion de la culture fiscale. Il devra également consolider les mesures prises dans le passé, notamment :

- la limitation de l'octroi des exonérations dérogatoires ;
- l'élargissement de l'assiette fiscale, notamment la ponction de l'IPR sur les primes ;
- le suivi et le prélèvement systématique des impôts, droits et taxes à payer par les entreprises minières en phase d'exploitation et de production ;
- l'informatisation du système fiscal en matière de déclaration et de perception des impôts;
- l'effectivité des dispositions du code minier, notamment la dotation de 0,3% du chiffre d'affaires pour la contribution aux projets de développement communautaire.

En matière d'emprunt, le Gouvernement poursuivra, sur la période, une politique d'endettement prudente, en vue de garantir la soutenabilité de la dette. A cet effet, il entend encore lever des fonds sur le marché financier local au titre des bons et obligations du trésor à des conditions favorables.

Il devra également recourir aux dons et aux emprunts auprès des partenaires multilatéraux, notamment la Banque mondiale et la BAD ainsi que des partenaires bilatéraux. A partir de 2021, le Gouvernement s'attend probablement à des appuis budgétaires dans le cadre d'un programme formel avec le FMI.

## 2.2 Principales actions des stratégies sectorielles

Les actions des stratégies présentées dans le cadre de ce document sont celles des secteurs qui permettent de booster la croissance et de créer des emplois, qui touchent les questions sociales de la population et le capital humain et qui concernent les missions régaliennes de l'Etat.

La non prise en compte de certains secteurs dans ce point ne signifie nullement leur non prise en compte dans la programmation budgétaire 2021-2023. Leurs actions sont prises en compte et restent à politique inchangée sans particularité aucune.

#### 2.2.1. Santé

Dans le secteur de la santé, le Gouvernement vise l'amélioration de l'offre et l'accès des soins de santé de base à chaque congolais. Les actions y relatives à mener au cours de la période 2021-2023 devront s'inscrire dans la poursuite de la mise en œuvre du PNDS recadré 2019-2023. A cet effet, les principales actions à mener au cours de la période sont les suivantes :

- l'administration des soins essentiels pour la santé de la reproduction de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent ;
- le renforcement de la vaccination de routine pour éviter la survenue et l'expansion des épidémies ;
- le renforcement de la capacité nationale de riposte contre les grandes endémies (VIH, la tuberculose et le paludisme) et les épidémies de la rougeole, du choléra, de la maladie à virus EBOLA, à corona virus et autres;
- le renforcement de la chaîne d'approvisionnement en médicaments essentiels de qualité, par l'amélioration du système de gestion logistique, la construction, la réhabilitation et le fonctionnement des centres de distribution régionale (CDR) et dépôts relais à travers le pays;
- la réhabilitation et l'équipement des hôpitaux généraux de référence dans chaque territoire ;
- la généralisation du régime des mutuelles de santé.

## 2.2.2. Enseignement Primaire, Secondaire et Technique (EPST)

Le Gouvernement envisage de faire de l'éducation la clé du changement et le principal ascenseur social. A cet effet, il entend garantir à chaque jeune congolais le droit d'accéder à l'égalité des chances et à la scolarisation.

Ainsi, les actions à mener dans le secteur de l'EPST pour la période 2021-2023 devront s'inscrire dans les priorités du secteur, à savoir : (i) accroître l'accès, l'équité et la rétention, (ii) améliorer la qualité et la pertinence et (iii) renforcer la gouvernance du système éducatif.

Les principales actions à mener sont :

- l'acquisition d'équipements pour l'apprentissage à distance aux moyens des radios,
   de l'internet et de la télévision ;
- la poursuite de la mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement primaire, notamment par la prise en charge des enseignants non payés, le paiement de frais de fonctionnement aux écoles et la construction et la réhabilitation des écoles ;
- la formation continue des enseignants ;
- l'acquisition des matériels didactiques et la distribution des manuels scolaires et des guides pédagogiques aux écoles primaires afin de promouvoir la lecture et l'écriture au primaire;
- l'extension en provinces de la mutuelle de santé des enseignants.

## 2.2.3. Formation Professionnelle, Métiers et Artisanat (FPMA)

Dans le contexte d'une pauvreté généralisée, le secteur de FPMA devra jouer un rôle important dans le processus d'éradication de celle-ci. Ainsi, l'objectif du Gouvernement dans le secteur consistera à convertir toute la jeunesse sans qualification en des personnes valables utiles à la société et une main d'œuvre qualifiée.

A cet effet, pour les trois prochaines années, il est envisagé les principales actions ciaprès :

- l'initiation d'une série de programmes de formation technique et professionnelle en faveur des jeunes non diplômés ;
- la valorisation de tous les métiers en termes d'encadrement et de protection ;
- la promotion et la facilitation de la politique des microcrédits notamment en faveur des artisans ;
- la conversion de la jeunesse sans qualification en une main-d'œuvre formée ;
- la mise en place d'un mécanisme de financement des projets des jeunes.

#### 2.2.4. Agriculture

L'objectif du Gouvernement dans ce secteur vise à faire de l'agriculture le pivot de la diversification de l'économie et de la croissance économique ainsi que le gage de l'autosuffisance et de la sécurité alimentaire.

Ainsi, des actions à mener devront s'inscrire dans les cinq grands axes de la stratégie du secteur, à savoir (i) le développement des filières végétales, (ii) le développement des filières animales, (iii) le développement des filières halieutiques et aquatiques, (iv) la gestion de la sécurité alimentaire et des réserves stratégiques alimentaires, (v) la gouvernance agricole.

## Il s'agira des actions suivantes :

- la réhabilitation de 24 unités de stockage par provinces ;
- l'appui à la production de maïs dans les domaines agro-industriels présidentiels (DAIPN) ;
- l'appui au programme volontariste agricole ;
- l'appui à l'acquisition et à la distribution des intrants agricoles ;
- la poursuite de la création des centres de développement intégré ;
- l'amélioration du cadre institutionnel et de la gouvernance ;
- la construction des infrastructures de production et de distribution ;
- l'assainissement du climat des affaires dans le domaine agricole ;
- le développement des programmes adaptés de formation et de recherche.

## 2.2.5. Développement rural

Pour la période de 2021 à 2023, la stratégie du développement rural s'inscrit dans la poursuite de l'amélioration qualitative et quantitative des infrastructures socio-économiques rurales et périurbaines, en vue d'accroître le taux d'accès à l'eau potable, la desserte en électricité et l'accès des paysans aux marchés.

Ainsi, les actions phares à mener porteront sur :

- l'appui à la sensibilisation, prévention et surveillance des activités de promotion de santé rurale ;
- l'appui à la sensibilisation et vulgarisation des mesures économiques et sociales en milieux ruraux ;
- l'appui à l'organisation des sites de stockage et récupération des biens de première nécessité;

- l'alimentation en eau potable en milieu rural et péri-urbain ;
- la réhabilitation et l'entretien des voies de desserte agricole;
- l'électrification rurale des territoires du pays par le système solaire photovoltaïque ;
- l'électrification rurale des chefs-lieux des territoires ;
- la construction des entrepôts et des marchés ;
- l'entretien des routes et des pistes de desserte agricoles ;
- l'appui à la production, à la distribution et à l'approvisionnement en légumes et maraîchage.

#### 2.2.6. Industrie et PME

Dans le secteur de l'industrie, le Gouvernement vise l'industrialisation de l'ensemble du pays, en vue de réduire le taux de chômage. A cet effet, il entend mener les principales actions suivantes :

- l'acquisition de 10 incubateurs dédiés à l'agro-industrie pour le soutien au secteur privé ;
- l'appui aux unités de production agro-alimentaire ;
- l'acquisition d'équipements de fabrication des produits pharmaceutiques ;
- la promotion de la culture entrepreneuriale pour permettre l'émergence d'une classe moyenne congolaise, particulièrement les femmes et les jeunes ;
- la promotion et l'appui à la création des PME et PMI ;
- l'élargissement de la classe moyenne par l'encouragement des contrats de soustraitance en faveur des PME et PMI ;
- le renforcement de la gestion des espaces industriels productifs, notamment les zones économiques spéciales et les corridors de développement ;
- l'opérationnalisation de la zone économique spéciale pilote de Maluku à Kinshasa;
- l'implantation des zones économiques spéciales à Kasumbalesa (Haut-Katanga), à Kalemie (Tanganyika), à Kahemba (Kwango), à Isiro (Haut - Uélé) et à Beni (Nord-Kivu);

- l'installation des incubateurs et des centres collectifs de travail en vue de juguler le chômage et promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes.

#### 2.2.7. Infrastructures et Travaux Publics

Au cours de la période 2021-2023, le Gouvernement entend poursuivre la modernisation des infrastructures. A cet effet, il mettra en œuvre une politique cohérente des investissements continus en infrastructures de base et communautaire, en vue de désenclaver le pays et promouvoir la circulation des personnes et de leurs biens ainsi que la création des richesses.

Pour la période en perspective, la politique du secteur consistera à la mise en œuvre des actions suivantes :

- la modernisation, la construction et la réhabilitation des routes pour interconnecter les provinces et les territoires, notamment par la réhabilitation de la route Lwambo-Mitwaba-Manono-Kalemie;
- la réhabilitation et l'entretien des routes en terre de certaines sections de la Route Nationale n°1 ;
- la modernisation des routes transfrontalières comme celle de Lubumbashi-Kasumbalesa et celle qui permet de relier Lubumbashi à la Zambie, susceptible de favoriser l'expansion du commerce de gros et détails ;
- la construction, la réhabilitation, l'entretien des routes d'intérêt général et des voiries urbaines ;
- la construction, la réhabilitation et l'entretien des bâtiments et édifices publics ;
- le rétablissement du trafic par la réouverture du réseau en terre.

#### 2.2.8. Transports

Dans le secteur des transports, le Gouvernement entend poursuivre l'objectif de développer un système de transport intégré et multimodal, capable de relier tous les pôles économiques du pays. Dans ce cadre, les principales actions à mener sont les suivantes :

#### 1) Secteur routier

- la poursuite de l'acquisition des bus « Transco » pour desservir la ville de Kinshasa, et le déploiement de cette société en Provinces ;
- la construction des aires de stockage à LUFU;
- la réalisation des études de faisabilité pour la construction des gares routières dans la ville Province de Kinshasa ;
- l'acquisition des permis de conduire biométriques.

## 2) Secteur ferroviaire

- la modernisation de la voie ferrée Kolwezi-Dilolo ;
- la relance du trafic ferroviaire urbain à Kinshasa ;
- la realisation des études de faisabilité de la voie ferrée du chemin de fer des UELE fleuve;
- la réhabilitation et la modernisation des gares.

## 3) Secteur aérien

- la modernisation de 54 aéroports et aérodromes ;
- l'acquisition des aéronefs pour Congo Airways;
- l'installation des stations météorologiques pour METTELSAT;
- l'installation de l'Institut National de la médecine aérospatiale;
- le déploiement de l'AAC en Provinces.

## 4) Secteur fluvial et lacustre

- l'acquisition des matériels et équipements de surveillance de la navigation sur les voies maritime, fluviale et lacustre ;

- la construction des "pannish" pour le compte de SCPT;
- la réhabilitation et modernisation des ports de Kinshasa, Lisala, Kisangani, Kalemi,
   Moba, Ilebo, Ubundu, Bukama et Mangay.
- l'appui aux travaux de balisage des voies navigables;
- la construction d'un port sec à Songololo;

## 5) **Secteur maritime**

- la construction du port en eau profonde de Banana;
- la réhabilitation des bateaux des sociétés publiques ;
- l'acquisition des navires pour les lignes maritimes congolaises ;
- la réhabilitation et modernisation des ports de MATADI et BOMA;
- le dragage du bief maritime;
- la construction des parcs à container à MATADI et BOMA;
- l'acquisition d'un dock flottant et d'une drague.

## 2.2.9. Energie

La politique du Gouvernement dans le secteur de l'Energie vise l'amélioration du taux de desserte en électricité, l'accès à l'eau potable à toute la population et l'affirmation du leadership de la RDC sur la gestion de l'eau du bassin du Congo.

Dans le secteur de l'électricité, les principales actions suivantes sont envisagées au cours de la période 2021-2023 :

- la construction de nouvelles centrales hydroélectriques à Katende (64 MW),
   Kakobola (10,5 MW), Zongo II (150 MW), Ruzizi III (147 MW), Busanga (240 MW),
   Inga III (4800 MW), Sombwe (113 MW) et Nzilo (120 MW);
- l'amélioration de la productivité de Inga I et II (la portant à 1 300 MW) ;
- l'implantation d'une centrale solaire photovoltaïque de 10 MW à Mbandaka, dans le cadre de l'intensification des investissements dans les énergies renouvelables;
- la remise en état du groupe n°1 de Tshopo ;

- la révision du groupe thermique de la centrale de Mbujimayi et l'assainissement des réseaux de distribution associés ;
- l'implantation d'un transformateur au répartiteur centre à Likasi afin d'augmenter la desserte en électricité ;
- la mise en place des cabines, notamment à Nséle et Malueka;
- la réhabilitation des réseaux de distribution de la ville de Moanda;
- la réhabilitation d'ici 2022 des centrales hydro-électriques en panne, à savoir Inga I, Sanga, Muadingusha et Mobayi Mbongo ;
- l'accélération des travaux pour les réseaux de transport et de distribution de l'électricité des centrales hydro-électriques de Kakobola et Katende ;
- la poursuite de la mise en place de l'Autorité de Régulation de l'Electricité (ARE) et de l'Agence Nationale de Service d'Electrification du monde Rural (ANSER).

## Dans le secteur de l'eau, les principales actions suivantes sont envisagées :

- l'alimentation en eau potable des quartiers périphériques de la ville de Kinshasa ;
- la mise en place de l'Autorité de Régulation de l'Eau ;
- la réalisation des études et la production d'eau des forages des puits et mini-réseaux de distribution d'eau potable d'ici 2022 dans les milieux ruraux et dans les chefs lieux de nouvelles province;
- le développement des infrastructures de production, de transport et de distribution d'eau potable ;
- le suivi et le contrôle technique des activités de distribution d'eau potable ;
- l'alimentation en eau potable des camps militaires de Kinshasa ;
- l'alimentation en eau potable au Kongo Central, Katanga, Tanganyika, Kasaï Oriental, Kasaï Central, Maniema, l'ex Province Orientale, l'ex Province de Bandundu et Sud-Kivu;
- l'achèvement d'adduction d'eau dans le site de l'Université de Kinshasa ;
- l'extension des installations de production et de distribution d'eau potable dans les anciennes provinces et celles démembrées ;

- la construction des travaux du réseau de distribution de l'usine de Ngaliema.

#### 2.2.10. Mines

Le secteur des mines demeure stratégique pour la croissance économique en RDC, en dépit de la stratégie de diversification de l'économie congolaise. Le Gouvernement réitère l'ambition de développer durablement ce secteur et de le rendre plus compétitif, afin de tirer profit de son exploitation pour promouvoir le bien-être social du Congolais.

A cet effet, les principales actions suivantes seront menées pour la période 2021-2023 :

- la dotation de la Gécamines de deux nouvelles usines modernes, de façon à accroitre sa capacité à 100 000 tonnes de cuivre par an, et de soutenir ses efforts dans le cadre de la reconstitution d'un patrimoine minier certifié;
- la rationalisation de l'industrie minière, partant de l'exploitation à la transformation, conformément au code minier afin de servir de support à l'industrialisation des autres secteurs de l'économie nationale;
- la certification des réserves minières ;
- la création et l'opérationnalisation du Service Géologique National (SGN);
- la création de l'Inspection Générale des Mines ;
- la création des Ecoles de gemmologie et de taillure de diamant ;
- l'informatisation des services des mines et leur interconnexion avec les Administrations financières ;
- la relance du centre de retraitement des minerais ;
- la vulgarisation et la revue du Plan stratégique de développement du secteur minier ;
- la réalisation des travaux d'évaluation additionnelle du potentiel minier et des carrières.

#### 2.2.11. Télécommunications

Dans le secteur des Télécommunications, l'objectif du Gouvernement est de permettre l'augmentation du taux de pénétration des TIC et de diminuer sensiblement le coût de communications, en vue d'accroître les revenus de l'État sur ce secteur.

A cet effet, le Gouvernement entend mener notamment les actions suivantes :

- l'implémentation des télés-centres communautaires à travers l'étendue nationale ;
- la numérisation du système de taxation en ligne pour les redevables au Trésor public ;
- l'implémentation du contrôle de flux des opérateurs ;
- l'adaptation de la législation congolaise des TIC aux normes internationales et à l'évolution technologique ;
- l'interconnexion de toutes les provinces en fibre optique ;
- le renforcement de la poste dans son rôle de service postal universel.

#### 2.2.12. Environnement

Dans le domaine de l'environnement, le Gouvernement entend faire jouer le pays de tout son rôle dans les enjeux mondiaux relatifs à la lutte contre le changement climatique. Il entend également mettre en place des politiques innovantes destinées à préserver en faveur des générations futures, les forêts, les cours d'eau, la faune et la flore.

Les principales actions à mener au cours de la période 2021-2023 devant permettre l'atteinte de ces objectifs sont :

- le renforcement du mécanisme de surveillance des risques sanitaires potentiels liés aux épidémies dues aux maladies sensibles, à la contamination de l'air et des eaux douces;
- le renforcement des mécanismes existants en matière d'éducation et de sensibilisation sur l'adaptation et atténuation des effets de changement climatique et la réduction des impacts y afférents;
- la protection de la forêt et les tourbières présentes au centre du bassin du Congo ;

- la protection des communautés locales en veillant à la bonne gestion des concessions forestières ainsi qu'au cadastre y relatif ;
- la protection des espèces animales et végétales en voie de disparition et celles qui migrent dans les pays voisins ;
- l'évaluation de nos potentialités en biodiversité et la surveillance de leur équilibre.

#### 2.2.13.Tourisme

Dans le secteur du Tourisme, le Gouvernement vise le développement et la rentabilisation de ce secteur. A cet effet, pour la période 2021-2023, son action se focalisera autour des axes suivants :

- la rentabilisation des sites touristiques de toutes les provinces, à travers les possibilités offertes par la nouvelle loi sur le tourisme ;
- l'amélioration du cadre institutionnel et de la gouvernance, et la normalisation du secteur du Tourisme ;
- l'innovation et la numérisation du secteur touristique ;
- la promotion de l'entreprenariat dans le secteur touristique ;
- le renforcement de l'attractivité de l'offre et de la compétitivité sur le marché ;
- le développement de l'écotourisme et la promotion du triptyque "tourisme, énergie et développement".

#### 2.2.14. Affaires sociales

Dans le secteur des Affaires sociales, le Gouvernement entend :

- créer les centres d'action sociale en faveur des enfants abandonnés communément appelés « enfants de la rue » ou « shegués » ;
- mettre en place une politique destinée à l'accompagnement et à l'assistance sociale des personnes vivant avec handicap.

#### 2.2.15.Genre

Dans ce secteur, le Gouvernement vise principalement l'autonomisation de la femme. A cet effet, il prévoit les principales actions suivantes :

- l'investissement dans la formation de la jeune fille et l'autonomisation économique de la femme, notamment la femme rurale.
- la participation active des femmes à la prise des décisions sur le plan politique et économique;
- l'intensification de la lutte contre les violences faites à la femme.

## 2.2.16. Fonction publique

Le Gouvernement entend doter le pays d'une administration publique efficace, tournée vers le développement et digne d'un État moderne. L'atteinte de cet objectif conduit le Gouvernement à mener des actions suivantes au cours de la période 2021-2023 :

- la poursuite de la modernisation du cadre normatif de l'Administration publique ;
- la poursuite de la rationalisation des effectifs du personnel de l'Etat, notamment en supprimant du fichier « paie » les probables fictifs ;
- la poursuite de la mise à la retraite et le rajeunissement du personnel de l'Etat ;
- l'assistance sociale des retraités et rentiers de l'Etat ;
- la construction du Campus de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) à Maluku ;
- la formation continue des agents de l'Administration publique en vue du renforcement des capacités, notamment en outil informatique.

## 2.2.17.Sports

En ce qui concerne les sports, le Gouvernement entend les consolider à tous les niveaux, en partant de la vie scolaire. Ainsi, il envisage les actions ci-après :

- l'appui à la poursuite de la construction des stades municipaux ;
- la poursuite de la réhabilitation, la construction et la modernisation des grands stades de compétition au niveau de chaque province en perspective de l'organisation des grandes rencontres internationales ;
- la promotion de la création des centres de formation sportive sur toute l'étendue de la République en vue de la professionnalisation du sport ;

- l'élaboration d'une nouvelle politique sportive incluant la planification, la préparation et une meilleure prise en charge des athlètes engagés dans les compétitions internationales.

#### 2.2.18. Culture et Arts

Le Gouvernement ambitionne de faire du secteur de la culture et des arts l'un des leviers de diversification de l'économie, à côté de l'Agriculture.

De ce point de vue, il envisage les principales actions ci-après :

- l'établissement d'un état des lieux avec l'implication des différents acteurs du domaine ;
- l'installation d'une grande maison de production musicale, théâtrale et cinématographique en partenariat avec le secteur privé ;
- la mise en place d'une politique d'encadrement des jeunes talents ;
- la protection des droits d'auteurs et des créations.

#### 2.2.19. Communication et Médias

Dans le secteur de communication, le Gouvernement entend réaffirmer le rôle de la presse dans l'Etat de droit auquel le Pays aspire. A cet effet, au cours de la période 2021-2023 les crédits seront rendus disponibles pour mener des actions devant aboutir à :

- garantir la liberté de la presse conformément à la Constitution ;
- revisiter la loi sur la liberté de la presse, la liberté d'information et d'émission ;
- rendre l'accès à tous aux médias publics et privés.

#### 2.2.20. Défense

Le Gouvernement de la République entend mettre en œuvre une politique de défense et de sécurité s'appuyant sur six fonctions stratégiques, à savoir : connaître, prévenir, anticiper, dissuader, protéger et intervenir dans le but d'atteindre l'objectif de sécurisation de l'ensemble du pays et le retour à l'ordre public.

Pour ce faire, à l'horizon 2021-2023, le Gouvernement entend mener les actions suivantes :

- la revisitation du plan de réforme des forces armées et du projet de loi de programmation militaire afin de les adapter et en sortir un nouveau plan de référence "une Nation, une Armée";
- la restauration de la sécurité dans le nord-est du Pays ;
- le renforcement des mécanismes de sécurisation des frontières ;
- la réhabilitation et la reconstruction des infrastructures militaires nécessaires ;
- la réhabilitation et la construction des bases militaires et autres écoles de formation à travers le pays ;
- la formation, le recyclage et la moralisation des militaires ;
- l'équipement en matériel des éléments des forces armées ;
- l'amélioration des conditions de vie des militaires (traitement salarial, construction et réhabilitation des camps, casernes, écoles, formations médicales et cantines).

#### 2.2.21. Police et services de sécurité

## a) Police

L'objectif du Gouvernement de faire de la Police Nationale Congolaise une police professionnelle, capable de sécuriser la population et ses biens en toute efficacité, demeure au centre de la politique gouvernementale pour la période 2021-2023.

Le Gouvernement entend continuer à redorer le blason des services de renseignement en engageant des réformes, nécessaires de manière à les humaniser et à les rendre capable d'anticiper et de prévenir sur les événements tant politiques que de la vie nationale.

Ainsi, l'action du Gouvernement dans ce secteur pour la période 2021-2023 s'appuiera principalement sur :

- l'acquisition des équipements pour le renforcement de la sécurité des frontières entre les provinces ;
- l'éradication des germes d'insécurité à travers le territoire national ;
- l'éradication du banditisme urbain sous toutes ses formes ;

- la formation, le recyclage et la moralisation des éléments de la Police nationale ainsi que la mise à leur disposition des équipements matériels de travail ;
- l'amélioration des conditions de vie des policiers (traitement salarial, construction et réhabilitation des camps, casernes, écoles, dispensaires, cantines, dispensaires et formations médicales);
- la construction des commissariats et la poursuite de la mise en place d'une police de proximité à travers le territoire national.

## b) Direction Générale de Migration (DGM)

En ce qui concerne la DGM, les principales actions à mener portent sur :

- l'identification et le contrôle de séjour des étrangers ainsi que le rapatriement des clandestins et irréguliers ;
- l'informatisation de la gestion des flux migratoires ;
- le déploiement du personnel de la DGM dans les représentations diplomatiques de la RDC et de l'uniformisation des visas dans toutes les missions diplomatiques ;
- le renforcement des moyens logistiques et la sécurisation de l'outil de travail par la bio-métrisation des visas en lieu et place du cachet humide et par des laissez-passer individuels sécurisés.

## c) Agence Nationale de Renseignement (ANR)

En ce qui concerne l'ANR, les actions à mener visent le renforcement de l'efficacité opérationnelle du service. A cet effet, il est prévu notamment :

- l'acquisition des équipements médicaux, de communication, des outils informatiques, des matériels de transport;
- la construction de la Direction des études et la réhabilitation du département de la sécurité intérieure, de la Sécurité Extérieure, de la 5ème Direction ;
- la maintenance des équipements de communication.

## d) Conseil National de Sécurité (CNS)

Les principales actions à mener sur la période 2021-2023 par le CNS visent l'éradication du terrorisme. Ces actions sont :

- la poursuite du recueil d'informations sur les terroristes ADF, ses alliances avec l'Etat islamique et toute autre entité sur les autres groupes armés ;
- la prise en charge des réseaux criminels et mafieux ;
- le lobbying auprès des pays voisins et autres partenaires ;
- l'évaluation des foyers de tensions.

## 2.2.22. Justice et Pouvoir judiciaire

Le Gouvernement de la République inscrit dans ses priorités celle de garantir une justice équitable à tous les citoyens et de faire de la justice congolaise l'épine dorsale de la gouvernance du pays, en vue de promouvoir un Etat de droit. A cet effet, pour la période 2021-2023, il entend mener les principales actions suivantes :

- l'amélioration du fonctionnement de l'appareil judiciaire et de l'administration de la justice ;
- l'application des dispositions garantissant les droits humains conformément à la Constitution ;
- la lutte contre la corruption, notamment en renforçant les mécanismes de vérification, de contrôle et de surveillance dans les secteurs enclins à la corruption ;
- la création d'une juridiction spécialisée dans la lutte contre la corruption, la fraude fiscale, le blanchiment des capitaux et le détournement des deniers publics ;
- la construction des palais de justice dans les chefs-lieux des provinces ;
- la construction des tribunaux de commerce dans les chefs-lieux des provinces ;
- la construction des tribunaux pour enfants dans les chefs-lieux des provinces ;
- la construction des prisons centrales à Matadi, Kisangani, Bukavu, Kindu et Goma;
- la construction des prisons dans les territoires et les chefs-lieux des provinces ;
- la réhabilitation des camps de détention d'OSIO, de Belingo, de Buluo, d'Ekafela et de Luama;
- la réhabilitation des centres pénitentiaires, notamment la prison centrale de Kananga.

## 2.2.23. Affaires étrangères

La redynamisation de la diplomatie congolaise et la réhabilitation de son image de marque est au centre de la politique extérieure du Gouvernement. Aussi, ce dernier entend-il capitaliser la position géostratégique de la RDC afin de renforcer sa présence sur les scènes africaine et internationale.

Pour atteindre ces objectifs les actions suivantes seront menées au cours de la période 2021-2023 :

- la promotion d'une diplomatie de développement ;
- la poursuite du réchauffement des relations diplomatiques avec les partenaires traditionnels au développement ;
- le renforcement des liens de coopération avec les nouveaux partenaires au développement ;
- le renouvellement du corps diplomatique, tout en veillant au renforcement de ses capacités ;
- la réhabilitation et la rationalisation des missions diplomatiques ;
- l'amélioration des conditions de vie des diplomates, prenant en compte notamment les rémunérations des engagés locaux et le réajustement de la rémunération des diplomates.

## 2.2.24. Opérations électorales

Le Gouvernement entend parachever le processus électoral amorcé en décembre 2018 en octroyant des moyens nécessaires à la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), en vue d'organiser les élections urbaines, municipales et locales. Ces élections permettront de renforcer l'efficacité de l'Administration et de favoriser le développement du pays en pourvoyant les villes, les communes, les secteurs et les chefferies de leurs animateurs. Il entend également doter les moyens nécessaires à la CENI pour la préparation et l'organisation en 2023 des élections présidentielles et legislatives.

#### III. PROGRAMMATION BUDGETAIRE 2021-2023

Ce point décline l'évolution des finances publiques sur la période 2021-2023.

#### **3.1 REVUE BUDGETAIRE 2017-2019**

## 3.1.1. Exécution des dépenses

La revue des dépenses publiques du budget général au cours de la période 2017-2019 renseigne un taux d'exécution faible en 2017 de **52,1%**, qui s'est amélioré par la suite pour atteindre **88,8%** en 2018 et **75,3%** en 2019. Il s'est observé par ailleurs au cours de la période une forte pression sur les dépenses de fonctionnement, au détriment des investissements.

En 2017, les dépenses de fonctionnement des institutions ont atteint plus de **150%**. Cette disparité s'est accrue en 2018, avec un niveau d'exécution de **253%** pour le fonctionnement des institutions et de **186,8%** pour le fonctionnement des ministères. Pour la même année, une forte pression a été aussi observée sur les dépenses centralisées et celles de rémunération.

Par ailleurs, il convient de relever que l'exécution des dépenses d'investissement s'est améliorée entre 2017 et 2019, en particulier celles sur ressources propres qui sont passées de **15,9%** en 2017 à **54,1%** en 2019, traduisant ainsi la volonté du gouvernement de booster le développement.

L'exécution des dépenses des budgets annexes s'est améliorée au cours de la période sous revue. Elle était de **6,1%** en 2017, de **15,3%** en 2018 et a atteint **158,0%** en 2019. Cette tendance a été observée également pour les Comptes spéciaux dont l'exécution partait de **54,1%** en 2017 pour atteindre **87,8%** en 2019, en passant par **73,6%** en 2018.

Tableau 2 : Dépenses exécutées de 2017-2019 par rubrique

		2017				2018				2019		
	Crédits votés	Payés	Taux Exe (%)	Struct (%)	Crédits votés	Payés	Taux Exe (%)	Struct (%)	Crédits votés	Payés	Taux Exe (%)	Struct (%)
Budget général	10 223 312 584 133	5 329 984 929 071	52,1	95,0	8 927 875 827 540	7 930 226 816 811	88,8	93,9	9 604 890 657 737	7 229 094 673 212	75,3	90,3
Bourse d'Études	1 000 000 000				2 000 000 000				5 000 000 000	86 177 582	1,7	0,0
Charges Communes	68 940 880 450	43 230 904 776	62,7	0,8	100 000 000 000	118 164 045 919	118,2	1,5	116 369 580 722	107 228 878 275	92,1	1,5
Contrepartie des Projets	36 000 000 000	1 495 022 112	4,2	0,0	60 000 000 000	6 354 470 020	10,6	0,1	65 000 000 000	6 718 378 339	10,3	0,1
Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Extérieures	58 090 000 000			-	72 536 000 000							0,0
Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	1 144 860 625 639	295 811 717 242	25,8	5,5	905 000 000 000	641 096 814 739	70,8	8,1	410 000 000 000	37 460 701 346	9,1	0,5
Dette Publique	214 233 265 055	165 865 796 235	77,4	3,1	388 547 360 000	202 067 762 030	52,0	2,5	352 996 408 000	231 256 275 400	65,5	3,2
Financement des Réformes	5 000 000 000	2 127 253 181	42,5	0,0	20 000 000 000	2 817 425 590	14,1	0,0	23 000 000 000	2 281 640 706	9,9	0,0
Fonctionnement des Institutions	271 744 321 924	429 890 740 494	158,2	8,1	332 930 828 318	842 524 909 084	253,1	10,6	370 000 000 000	500 968 443 667	135,4	6,9
Fonctionnement des Ministères	501 494 000 000	544 655 025 012	108,6	10,2	600 000 000 000	1 120 913 565 947	186,8	14,1	667 226 019 853	704 179 908 801	105,5	9,7
Frais Financiers	122 516 237 035	89 882 385 329	73,4	1,7	151 264 608 600	269 033 944 526	177,9	3,4	255 487 462 000	139 309 849 758	54,5	1,9
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Sci	94 409 912 951	54 214 723 227	57,4	1,0	253 000 000 000	171 716 369 066	67,9	2,2	266 125 000 000	111 747 628 361	42,0	1,5
Investissements sur Ressources Extérieures	3 783 050 501 243	1 038 399 663 701	27,4	19,5	1 443 270 744 544	755 401 482 814	52,3	9,5	1 161 014 129 001	430 257 760 037	37,1	6,0
Investissements sur Ressources Propres	170 649 999 999	27 140 085 572	15,9	0,5	462 257 525 802	115 394 313 935	25,0	1,5	602 282 625 439	325 924 756 356	54,1	4,5
Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	439 356 189 672	29 561 620 215	6,7	0,6	654 880 657 686	37 964 087 489	5,8	0,5	786 404 144 096	29 736 842 820	3,8	0,4
Rémunérations	2 503 602 334 785	2 163 829 810 868	86,4	40,6	2 590 000 000 000	2 704 001 892 552	104,4	34,1	3 565 373 073 267	3 616 181 748 879	101,4	50,0
Rétrocession aux Régies Financières	296 702 341 444	186 084 189 407	62,7	3,5	324 494 775 903	427 085 993 917	131,6	5,4	394 701 654 744	370 820 554 692	93,9	5,1
Subventions aux Organismes Auxiliaires	38 000 000 000	10 824 364 621	28,5	0,2	40 000 000 000	13 034 181 020	32,6	0,2	42 000 000 000	13 655 845 012	32,5	0,2
Subventions aux Services Déconcentrés	13 000 000 000	2 332 280 348	17,9	0,0	14 500 000 000	3 625 000 003	25,0	0,0	17 500 000 000		0,0	0,0
Subventions aux Services Ex-BPO	20 000 000 000	12 053 953 990	60,3	0,2	22 000 000 000	8 569 826 288	39,0	0,1	23 000 000 000	6 192 439 769	26,9	0,1
Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	240 000 000 000	134 712 392 741	56,1	2,5	240 000 000 000	249 039 406 865	103,8	3,1	253 440 000 000	151 178 113 871	59,7	2,1
TVA Remboursable	200 661 973 936	97 873 000 000	48,8	1,8	251 193 326 687	241 421 325 006	96,1	3,0	227 970 560 616	443 908 729 542	194,7	6,1
Budgets annexes	878 517 953 794	53 750 056 812	6,1	1,0	917 172 743 761	140 750 000 000	15,3	1,7	169 661 903 345	268 115 760 000	158,0	3,3
Comptes spéciaux	422 704 408 663	229 719 081 103	54,3	4,1	509 390 972 448	374 909 378 203	73,6	4,4	577 767 218 971	507 478 785 443	87,8	6,3
Total général	11 524 534 946 590	5 613 454 066 986	48,7	/	10 354 439 543 749	8 445 886 195 013	81,6		10 352 319 780 053	8 004 689 218 655	77,3	

Sources: DGPPB/ESB 2017, 2018 et 2019

#### 3.1.2 Réalisation des recettes

Comme en dépenses, le recouvrement des recettes du budget général a été faible en 2017 avec un niveau de **53%**, mais qui s'est amélioré en 2018 et 2019 avec un niveau respectivement de **87,8%** en 2018 et **84,3%** en 2019. Les recettes courantes ont été recouvrées au-dessus de **70%** sur la période considérée, tout en accusant une contre-performance en 2017 et 2019, due principalement par le faible recouvrement des recettes de douanes et des accises.

Au cours de la période 2017-2019, les engagements des partenaires multi et bilatéraux ont été très faibles en 2017 et 2018 avec un niveau de décaissement ne dépassant pas **35%**, contrairement en 2019 où il a atteint **92,6%**. Le succès enregistré en 2019 se justifie par la prise en compte dans la budgétisation du risque de non décaissement des bailleurs observé dans le passé.

Les recettes des budgets annexes ont accusé un taux de réalisation respectivement de **6,1%** en 2017, **73,6%** en 2018 et **158,0%** en 2019, alors que celles des comptes spéciaux ont enregistré un niveau de réalisation de **65,7%** en 2017, **73,6%** en 2018 et **87,8%** en 2019.

Le tableau ci-dessous donne plus de détails sur le recouvrement des recettes au cours de la période sous-revue.

Tableau 3 : Recettes recouvrées de 2017-2019

		2017				2018				2019		
Agrégats	Crédits votés	Payés	Taux Exe (%)	Struct (%)	Crédits votés	Payés	Taux Exe (%)	Struct (%)	Crédits votés	Payés	Taux Exe (%)	Struct (%)
Budget général	10 223 312 584 133	5 416 032 629 912	53,0	94,2	8 927 875 827 540	7 841 986 482 814	87,8	93,8	9 604 890 657 737	8 094 022 000 000	84,3	91,3
Recettes courantes	6 376 037 778 890	4 550 153 000 000	71,4	79,2	6 603 167 782 995	7 086 585 000 000	107,3	84,8	8 293 876 528 736	7 019 194 000 000	84,6	79,1
Impôts	2 707 192 872 514	2 199 870 000 000	81,3	38,3	2 700 881 026 119	3 664 254 000 000	135,7	43,8	4 011 414 092 153	3 602 383 000 000	89,8	40,6
Douanes et accises	2 529 375 757 440	1 387 657 000 000	54,9	24,1	2 550 320 027 400	1 829 139 000 000	71,7	21,9	2 645 403 760 146	2 009 375 000 000	76,0	22,7
Non fiscales	886 657 281 836	759 517 000 000	85,7	13,2	1 079 289 211 978	1 362 055 000 000	126,2	16,3	1 207 596 113 491	1 128 585 000 000	93,5	12,7
Pétroliers	252 811 867 100	203 109 000 000	80,3	3,5	272 677 517 498	231 137 000 000	84,8	2,8	429 462 562 946	278 851 000 000	64,9	3,1
Recettes exceptionnelles					75 000 000 000	•	-		150 000 000 000			0,0
Recettes extérieures	3 847 274 805 243	865 879 629 912	22,5	15,1	2 249 708 044 544	755 401 482 814	33,6	9,0	1 161 014 129 001	1 074 828 000 000	92,6	12,1
Appui Budgétaires	6 134 304 000				733 901 300 000		-					0,0
Financement des Investissements	3 841 140 501 243	865 879 629 912	22,5	15,1	1515 806 744 544	755 401 482 814	49,8	9,0	1 161 014 129 001	1 074 828 000 000	92,6	12,1
Budgets annexes	878 517 953 794	53 750 056 812	6,1	0,9	917 172 743 761	140 750 000 000	15,3	1,7	169 661 903 345	268 115 760 000	158,0	3,0
Comptes spéciaux	422 704 408 663	277 744 943 137	65,7	4,8	509 390 972 448	374 909 378 203	73,6	4,5	577 767 218 971	507 478 785 443	87,8	5,7
Total	11 524 534 946 590	5 747 527 629 861	49,9	100,0	10 354 439 543 749	8 357 645 861 017	80,7	100,0	10 352 319 780 053	8 869 616 545 443	85,7	100,0

## 3.2 EVOLUTION PREVISIONNELLE DES DEPENSES

Comme le montre le tableau 4 ci-après, de 2021 à 2023, les dépenses totales s'élèveraient à **61.372,3 milliards de FC**, comprenant les dépenses du Pouvoir central de **52.448,7 milliards de FC**, celles des Provinces de l'ordre de **8.586.3 milliards de FC** et des ETD de **337,3 milliards de FC**.

Pour l'exercice 2021, les dépenses du pouvoir central s'élèveraient à **14.589,7** milliards de FC, comprenant les recettes du Budget général, des Budgets annexes et des Comptes spéciaux, celles des Provinces à **2.720, 9 milliards de FC** et celles des ETD à **106,9 milliards de FC**.

Tableau 4 : Dépenses par niveau de gouvernance de 2021-2023

Niveau de pouvoir	2020	2021	2022	2023	Total (2021-2023)	Moyenne (2021-2023)
Pouvoir central	18 545 226 830 991	14 589 664 876 533	18 238 926 121 008	19 620 139 402 016	52 448 730 399 557	17 482 910 133 186
Provinces	2 629 277 569 903	2 720 896 355 155	2 847 707 017 266	3 017 667 596 700	8 586 270 969 121	2 862 090 323 040
ETD	103 276 087 381	106 874 805 820	111 855 835 275	118 531 761 717	337 262 402 813	112 420 800 938
Total	21 277 780 488 276	17 417 436 037 507	21 198 488 973 549	22 756 338 760 434	61 372 263 771 490	20 457 421 257 163

Source : Projections budgétaires 2021-2023, DGPPB, Ministère du Budget, juillet 2020

## 3.2.1 Evolution des dépenses du Pouvoir central

Pour la période 2021-2023, les dépenses totales cumulées du Pouvoir central pourront se situer à **52.260, 7 milliards de FC**, dont **47.539,1 milliards de FC** du budget général, comme le montre le tableau 5 suivant.

Tableau 5 : Evolution des dépenses du Pouvoir central de 2021 à 2023

				Projectio	ns				
Titre	Dotations 2020	2021	Tx. accr. (%)	2022	Tx. accr. (%)	2023	Tx. accr. (%)	Total (2021-2023)	
BUDGET GENERAL	17 225 248 047 289	13 053 989 588 269	- 24,2	16 612 428 643 222	27,3	17 872 700 402 259	7,6	47 539 118 633 750	
Dépenses courantes	10 816 451 186 333	9 097 539 754 246	- 15,9	11 402 307 295 170	25,3	12 230 157 458 062	7,3	32 730 004 507 478	
Dette publique	626 035 049 903	609 855 149 000	- 2,6	672 930 336 764	10,3	589 306 965 070	- 12,4	1 872 092 450 834	
Frais financiers	179 472 865 244	260 448 958 782	45,1	259 299 758 128	- 0,4	245 517 330 104	- 5,3	765 266 047 014	
Dépenses de personnel	5 198 974 650 070	5 093 905 329 119	- 2,0	5 704 626 310 366	12,0	6 002 713 777 871	5,2	16 801 245 417 357	
Biens et Matériels	301 091 052 088	365 566 384 687	21,4	654 724 171 465	79,1	676 181 986 105	3,3	1 696 472 542 257	
Dépenses de prestations	943 452 887 635	676 638 268 118	- 28,3	1 102 648 432 820	63,0	1 177 187 692 272	6,8	2 956 474 393 209	
Transferts et Interventions de l'Etat	3 567 424 681 393	2 091 125 664 540	- 41,4	3 008 078 285 627	43,8	3 539 249 706 640	17,7	8 638 453 656 807	
Depenses en capital	6 408 796 860 956	3 956 449 834 023	- 38,3	5 210 121 348 052	31,7	5 642 542 944 197	8,3	14 809 114 126 272	
Equipements	3 244 345 411 254	2 579 138 935 587	- 20,5	3 421 163 001 791	32,6	3 637 639 385 105	6,3	9 637 941 322 483	
Construction, Rehabilitation, etc	3 164 451 449 702	1 377 310 898 436	- 56,5	1 788 958 346 261	29,9	2 004 903 559 092	12,1	5 171 172 803 789	
BUDGETS ANNEXES	305 422 000 000	354 013 571 223	15,9	378 065 253 252	6,8	404 907 886 233	7,1	1 136 986 710 708	
COMPTES SPECIAUX	1 014 556 783 703	1 181 661 717 041	16,5	1 248 432 224 533	5,7	1 342 531 113 524	7,5	3 772 625 055 099	
DEPENSES TOTALES	18 545 226 830 991	14 589 664 876 533	- 21,3	18 238 926 121 008	25,0	19 620 139 402 016	7,6	52 448 730 399 557	

Source : Projections budgétaires 2021-2023, DGPPB, Ministère du Budget, Juillet 2020

Les dépenses du budget général comprennent les dépenses courantes et les dépenses en capital. Les dépenses courantes se situeraient à **9.097,5 milliards de FC en** 2021, **11.402,3 milliards de FC en** 2022 et **12.230,2 milliards de FC en** 2023, soit une moyenne de **10.910 milliards de FC**. D'une année à une autre, elles accuseraient une augmentation moyenne de **6%.** Ces dépenses concernent les dépenses contraignantes et récurrentes devant permettre au Pouvoir central de fournir les biens et services à la population.

Les dépenses en capital, quant à elles, se situeraient en moyenne à **4.936,4 milliards de FC** entre 2021 et 2023 et à **3.956,5 milliards de FC** en 2021. Elles représenteraient **48,8%** des recettes courantes sur la période. En 2021, elles représenteraient **41,4%** des recettes courantes attendues.

Les dépenses des budgets annexes et des comptes spéciaux connaitront un accroissement de **9,9%** l'an sur la période de 2021-2023.

## 3.2.2 Evolution des dépenses des Provinces

Les dépenses des Provinces sur la période prévisionnelle résultent d'une prolongation de la tendance, à politique inchangée, des résultats de la consolidation budgétaire effectuée en 2014. Compte tenu de l'ancienneté de l'année de base de projection et de l'erreur statistique y associée, une certaine prudence est de mise quant au degré de précision à accorder aux dépenses projetées.

Ces dépenses sont contenues dans le tableau 6 ci-dessous qui renseigne leur évolution sur la période prévisionnelle. Il en résulte que les dépenses courantes des Provinces se situeraient à **1.764,0 milliards de FC** en moyenne sur la période prévisionnelle, alors que celles en capital à **1.069,7 milliards de FC**.

Tableau 6 : Evolution des dépenses des Provinces de 2021-2023

			Projections		Total	Moyonno
Rubriques	2020	2021	2022	2023	(2021-2023)	Moyenne (2021-2023)
BUDGET GENERAL	2 603 204 880 566	2 693 915 147 009	2 819 468 317 315	2 987 743 517 678	8 501 126 982 003	2 833 708 994 001
Dépenses courantes	1 620 491 906 568	1 676 958 938 307	1 755 115 635 786	1 859 866 745 581	5 291 941 319 674	1 763 980 439 891
Dette publique	91 158 480 607	94 334 953 626	98 731 548 118	104 624 173 667	297 690 675 411	99 230 225 137
Frais financiers	10 026 569 159	10 375 951 094	10 859 534 831	11 507 667 810	32 743 153 736	10 914 384 579
Dépenses de Personnel	681 308 116 749	705 048 714 833	737 908 362 052	781 949 175 247	2 224 906 252 133	741 635 417 378
Biens, matériels et prestations	245 125 355 294	253 666 898 242	265 489 350 524	281 334 633 615	800 490 882 381	266 830 294 127
Subventions et Transferts	592 873 384 759	613 532 420 512	642 126 840 260	680 451 095 241	1 936 110 356 014	645 370 118 671
Depenses en capital	982 712 973 998	1 016 956 208 702	1 064 352 681 530	1 127 876 772 097	3 209 185 662 329	1 069 728 554 110
BUDGETS ANNEXES	26 072 689 337	26 981 208 146	28 238 699 951	29 924 079 022	85 143 987 118	28 381 329 039
DEPENSES TOTALES	2 629 277 569 903	2 720 896 355 155	2 847 707 017 266	3 017 667 596 700	8 586 270 969 121	2 862 090 323 040

Source: Projections budgétaires 2021-2023, DGPPB, Ministère du Budget, Juillet 2020

## 3.2.3 Evolution des dépenses des ETD

Comme pour les dépenses des Provinces, les dépenses des ETD sont à interpréter avec une certaine prudence. Le tableau 7 ci-dessous renseigne sur leur évolution au cours de la période de 2021 à 2023.

Il en ressort que les dépenses courantes des ETD se situeraient à **71,1 milliards de FC** en moyenne sur la période prévisionnelle, alors que celles en capital à **41,3 milliards de FC**.

Tableau 7 : Evolution des dépenses des ETD de 2021-2023

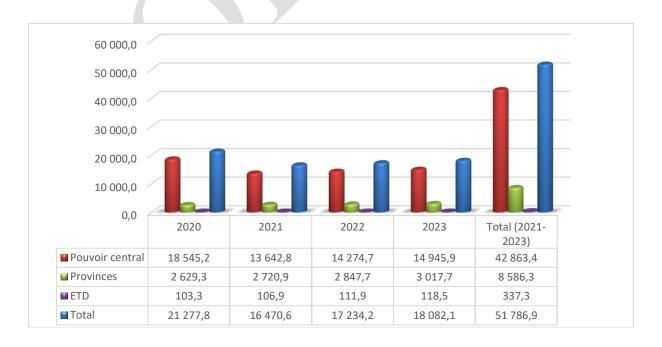
			Projections		Total	Moyonno
Rubriques	2020	2021	2022	2023	(2021-2023)	Moyenne (2021-2023)
Dépenses courantes	65 293 025 020	67 568 200 416	70 717 298 035	74 937 940 424	213 223 438 875	71 074 479 625
Dette publique	6 182 411 415	6 397 841 323	6 696 020 448	7 095 661 109	20 189 522 879	6 729 840 960
Frais financiers	387 539 202	401 043 242	419 734 347	444 785 482	1 265 563 072	421 854 357
Dépenses de Personnel	26 333 394 766	27 250 998 015	28 521 063 703	30 223 295 177	85 995 356 894	28 665 118 965
Biens, matériels et prestations	9 474 395 783	9 804 536 899	10 261 489 188	10 873 928 823	30 939 954 910	10 313 318 303
Subventions et Transferts	22 915 283 854	23 713 780 937	24 818 990 349	26 300 269 833	74 833 041 119	24 944 347 040
Depenses en capital	37 983 062 362	39 306 605 404	41 138 537 240	43 593 821 293	124 038 963 937	41 346 321 312
Depenses totales	103 276 087 381	106 874 805 820	111 855 835 275	118 531 761 717	337 262 402 813	112 420 800 938

Source: Projections budgétaires 2021-2023, DGPPB, Ministère du Budget, Juillet 2020

### 3.3 EVOLUTION PREVISIONNELLE DES RECETTES

Les recettes publiques à mobiliser au cours de la période 2021-2023 pour couvrir l'ensemble des dépenses de l'Etat de la même période se situeraient à **51.786,9** milliards de FC, à raison de **42.863,4 milliards de FC** pour le Pouvoir central, **8.586,3 milliards de FC** pour les Provinces et **337,2 milliards de FC** pour les ETD, comme détaillé au graphique 2 ci-dessous.

Graphique 2 : Evolution de recettes par niveau de gouvernance de 2021 à 2023 (en milliards de FC)



#### 3.3.1 Evolution des recettes du Pouvoir central

La politique fiscale préconisée pour la période 2021-2023 situerait les recettes totales du Pouvoir central à **42.863,4 milliards de FC** dont **37.953,8 milliards de FC** pour le Budget général, **1.136,9 milliards de FC** pour les Budgets annexes et **3.772,6** milliards de FC.

Les recettes courantes se situeraient en moyenne à **10.111,1 milliards de FC** entre 2021 et 2023 et à **9.562,6 milliards de FC** en 2021. Elles dégageraient une pression fiscale de **8,6%** l'an au cours de la période sus-indiquée.

La capacité de mobilisation des recettes fiscales et non fiscales serait ascendante sur la période prévisionnelle. Elles se situeraient respectivement en moyenne à **8.149,8** milliards de FC et à **1.632,9** milliards de FC.

Les recettes extérieures prises en compte, attendues des partenaires multi et bilatéraux au cours de la période 2021-2023 sont constituées essentiellement de dons. Elles s'élèveraient à **2.544,5 milliards de FC** en 2021, à **2.603,0 milliards de FC** en 2022 et à **2.473,1 milliards de FC** en 2023.

En ce qui concerne les recettes des budgets annexes et des comptes spéciaux, elles se situeraient respectivement en moyenne à **379,0 milliards de FC** et à **1.257,5 milliards de FC** sur la période 2021-2023.

Le détail sur l'évolution de ces recettes est indiqué au tableau 8 ci-dessous.

Tableau 8 : Evolution des recettes du Pouvoir central de 2021 à 2023

	2020		Projections		T-1-1 (2024 2022)	A4 (2024 2022)
Agrégats	2020	2021	2022	2023	Total (2021-2023)	Moyenne (2021-2023)
Recettes du Budget Général	17 225 248 047 289	12 107 168 670 291	12 648 173 033 861	13 198 446 916 563	37 953 788 620 715	12 651 262 873 572
Recettes Internes	14 028 141 771 988	9 562 637 993 332	10 045 170 074 179	10 725 376 611 131	30 333 184 678 641	10 111 061 559 547
Recettes courantes	13 678 141 771 988	9 562 637 993 332	10 045 170 074 179	10 725 376 611 131	30 333 184 678 641	10 111 061 559 547
Recettes fiscales	10 682 843 229 774	7 715 894 273 737	8 087 840 536 671	8 645 654 104 722	24 449 388 915 131	8 149 796 305 044
Recettes Non Fiscales	2 552 782 976 317	1 539 692 471 417	1 628 994 634 759	1 729 992 302 114	4 898 679 408 291	1 632 893 136 097
Recettes des Pétroliers producteurs	442 515 565 897	307 051 248 178	328 334 902 748	349 730 204 294	985 116 355 219	328 372 118 406
Recettes exceptionnelles	350 000 000 000	-	-	-	-	-
Recettes extérieures	3 197 106 275 301	2 544 530 676 959	2 603 002 959 683	2 473 070 305 433	7 620 603 942 074	2 540 201 314 025
PIB nominal	90 968 401 536 301	105 425 248 734 018	119 759 188 493 567	134 950 755 375 009	360 135 192 602 594	120 045 064 200 865
Pression fiscale (%)	15,04	9,07	8,39	7,95		8,5
Ratio Recettes courantes/recettes du BG (%)	79,41	78,98	79,42	81,26		79,9
Ratio Recettes extérieures/ Recettes du BG (%)	18,56	21,02	20,58	18,74		20,1
Budgets Annexes	305 422 000 000	354 013 571 223	378 065 253 252	404 907 886 233	1 136 986 710 708	378 995 570 236
Comptes Spéciaux	1 014 556 783 703	1 181 661 717 041	1 248 432 224 533	1 342 531 113 524	3 772 625 055 099	1 257 541 685 033
Total	18 545 226 830 992	13 642 843 958 555	14 274 670 511 647	14 945 885 916 320	42 863 400 386 522	14 287 800 128 841

Source : Projections budgétaires 2021-2023, DGPPB, Ministère du Budget, Juillet 2020

#### 3.2.2 Evolution des recettes des Provinces

Comme en dépenses, la projection des recettes des Provinces s'est faite sur la base des résultats de la consolidation budgétaire effectuée en 2014. L'obsolescence de la base de projection et l'erreur statistique y associée appellent à une prudence quant au degré de précision à accorder aux recettes projetées au cours de la période 2021-2023.

Ainsi, les recettes du budget général des Provinces, comme renseignées au tableau 9 ci-dessous, se situeraient à **8.501,2 milliards de FC**, soit une moyenne annuelle de **2.833,7 milliards de FC**, provenant des recettes d'intérêt commun et des recettes spécifiques.

**Tableau 9 : Evolution des recettes des Provinces de 2021 à 2023** 

Agrégats	2020		Projections	Total (2021-2023)	Moyenne (2021-2023)	
Agregats	2020	2021	2022	2023	TOtal (2021-2023)	Wioyellile (2021-2025)
Recettes du Budget Général	2 603 204 880 566	2 693 915 147 009	2 819 468 317 315	2 987 743 517 678	8 501 126 982 001	2 833 708 994 000
Recettes spéciciques aux provinces	544 963 249 602	563 952 827 388	590 236 530 296	625 463 799 844	1 779 653 157 528	593 217 719 176
Recettes d'intérêt commun	1 306 350 449 526	1 351 871 030 034	1 414 876 612 765	1 499 321 131 627	4 266 068 774 426	1 422 022 924 809
Recettes exceptionnelles	751 891 181 438	778 091 289 586	814 355 174 254	862 958 586 207	2 455 405 050 047	818 468 350 016
Budgets Annexes	26 072 689 337	26 981 208 146	28 238 699 951	29 924 079 022	85 143 987 118	28 381 329 039
Total	2 629 277 569 903	2 720 896 355 154	2 847 707 017 266	3 017 667 596 699	8 586 270 969 119	2 862 090 323 040

Source: Projections budgétaires 2021-2023, DGPPB, Ministère du Budget, Juillet 2020

#### 3.2.3 Evolution des recettes des ETD

La remarque formulée pour les Provinces tient également pour les ETD. Au cours de la période 2021-2023, comme l'indique le tableau 10 ci-dessous, les recettes spécifiques des ETD se situeraient à **337,3 milliards de FC**, soit une moyenne annuelle de **112,4 milliards de FC**.

Tableau 10 : Evolution des recettes des ETD de 2021 à 2023

Agrégats	2020		Projections		Total (2021-2023)	Moyenne (2021-2023)	
Agregats	2020	2021	2022	2023	TOTAL (2021-2023)	Widyellile (2021-2025)	
Recettes spécifiques	103 276 087 381	106 874 805 820	111 855 835 275	118 531 761 717	337 262 402 813	112 420 800 938	
PIB (en milliards de FC)	90 968 401 536 301	105 425 248 734 018	119 759 188 493 567	134 950 755 375 009	360 135 200 000 000	120 045 066 666 667	

### 3.4 CADRE DES DEPENSES A MOYEN TERME CENTRAL (CDMT) 2021-2023

Le CDMT central 2021-2023 qui effectue l'allocation des ressources aux différents secteurs du Pouvoir central, sous réserve du financement des gaps dégagés, est repris en annexe. Il convient de mentionner que ces allocations, du reste annexées à la circulaire sur les instructions relatives à l'élaboration du budget de l'exercice 2021, constituent des plafonds indicatifs susceptibles de changement.



## IV. EVOLUTION PREVISIONNELLE DU SOLDE BUDGETAIRE ET DE SON FINANCEMENT

L'évolution des recettes et des dépenses de 2021 à 2023 dégage un solde global négatif de **9.585,3 milliards de FC** imputable au Pouvoir central. Ce solde est de **-946,2 milliards de FC en 2021**, de **-3.964,2 milliards** en 2022 et de **-4.674,3 milliards de FC** en 2023, tel que repris au tableau 11 ci-après.

Le financement de ces soldes appelle à une levée de fonds, tant sur le marché financier local qu'extérieur, afin de couvrir l'ensemble des politiques publiques préconisées sur la période.

A cet effet, le Gouvernement poursuivra sa politique d'endettement basée sur l'émission des bons et obligations du trésor sur le marché financier intérieur à des conditions favorables. Il entend respecter scrupuleusement les déclencheurs liés à la conclusion d'un programme formel avec le FMI et obtenir des appuis budgétaires nécessaires pour la réalisation des politiques prioritaires.

Il projette également de lever les fonds auprès de ses partenaires traditionnels, notamment la Banque mondiale, la BAD, les Etats-Unis d'Amérique, la France, la Belgique et le Royaume uni pour des projets à impact visible sur le plan économique et social.

Aussi, le Gouvernement veillera-t-il à ce que le caractère solvable de l'Etat soit garanti, tout en maintenant le stock de la dette à un niveau acceptable. Au 31 décembre 2018, le stock de la dette publique est évalué à **7.752,54 millions de dollars** dont **5.148,59 millions de dollars** de l'Administration centrale<sup>1</sup>.

Au regard du comportement des souscriptions des bons du trésor observé à fin juin 2020, il est attendu en 2021 un montant d'environ **400,0 milliards de FC** au titre de bon du trésor. De même, il est attendu une levée de fonds sur le marché financier international d'un montant d'environ **500,0 milliards de FC**. Ce qui permettrait de résorber le gap dégagé en 2021.

Tableau 11 : Evolution du solde et de l'endettement de 2021 à 2023

Andread		PROJECTION		
Agrégats	2021	2022	2023	Moyenne
DEPENSES TOTALES	17 417 436 037 507	21 198 488 973 549	22 756 338 760 433	20 457 421 257 163
Pouvoir Central	14 589 664 876 532	18 238 926 121 008	19 620 139 402 016	17 482 910 133 185
BUDGET GENERAL	13 053 989 588 268	16 612 428 643 222	17 872 700 402 259	15 846 372 877 917
BUDGETS ANNEXES	354 013 571 223	378 065 253 252	404 907 886 233	378 995 570 236
COMPTES SPECIAUX	1 181 661 717 041	1 248 432 224 533	1 342 531 113 524	1 257 541 685 033
Provinces	2 720 896 355 155	2 847 707 017 266	3 017 667 596 699	2 862 090 323 040
Entités Territoriales Décentralisées (ETDs)	106 874 805 820	111 855 835 275	118 531 761 717	112 420 800 938
RECETTES TOTALES	16 470 615 119 529	17 234 233 364 188	18 082 085 274 737	17 262 311 252 818
Pouvoir Central	13 642 843 958 555	14 274 670 511 647	14 945 885 916 320	14 287 800 128 841
BUDGET GENERAL	12 107 168 670 291	12 648 173 033 861	13 198 446 916 563	12 651 262 873 572
RECETTES INTERNES	9 562 637 993 332	10 045 170 074 179	10 725 376 611 131	10 111 061 559 547
Recettes courantes	9 562 637 993 332	10 045 170 074 179	10 725 376 611 131	10 111 061 559 547
Recettes fiscales	7 715 894 273 737	8 087 840 536 671	8 645 654 104 722	8 149 796 305 044
Recettes Non Fiscales	1 539 692 471 417	1 628 994 634 759	1 729 992 302 114	1 632 893 136 097
Recettes des Pétroliers producteurs	307 051 248 178	328 334 902 748	349 730 204 294	328 372 118 406
Recettes exceptionnelles			-	-
RECETTES EXTERIEURES	2 544 530 676 959	2 603 002 959 683	2 473 070 305 433	2 540 201 314 025
BUDGETS ANNEXES	354 013 571 223	378 065 253 252	404 907 886 233	378 995 570 236
COMPTES SPECIAUX	1 181 661 717 041	1 248 432 224 533	1 342 531 113 524	1 257 541 685 033
Provinces	2 720 896 355 154	2 847 707 017 266	3 017 667 596 699	2 862 090 323 040
Entités Territoriales Décentralisées (ETDs)	106 874 805 820	111 855 835 275	118 531 761 717	112 420 800 938
Solde global	946 820 917 978	3 964 255 609 361	4 674 253 485 696	3 195 110 004 345
Solde Pouvoir central	- 946 820 917 978	- 3 964 255 609 361	- 4 674 253 485 696	- 3 195 110 004 345
Solde Provinces	1	-	-	-
Solde ETD	-	-	-	-
Ratio solde PC/Recettes courantes (%)	-0,10	-39,46	-43,58	-27,71
Ratio solde PC/PIB (%)	-0,01	-3,31	-3,46	-2,26
Endettement	946 820 917 978	3 964 255 609 361	4 674 253 485 696	3 195 110 004 345

\_

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Direction Générale de la Dette Publique, Bulletin statistique de la dette publique n°12/2018, mars 2019.

## V. RISQUES ET CONTRAINTES DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA PROGRAMMATION BUDGETAIRE 2021-2023

La réalisation de la programmation budgétaire 2021-2023 pour la mise en œuvre des politiques publiques prévues par le Gouvernement dans son programme d'action à l'horizon 2023 est tributaire des facteurs externes et internes. Il s'agit :

### 5.1. Sur le plan externe :

- 1) du respect, par les partenaires au développement qui se sont déjà prononcés, de leurs engagements en termes de dons ;
- 2) des conditions d'emprunt favorables sur le marché financier international susceptibles d'encourager la levée de fonds ;
- 3) du maintien des cours des matières premières à leurs niveaux qui ont servi des prévisions des recettes naturelles ;
- 4) de la conclusion d'un programme formel avec le FMI.

### 5.2. Sur le plan interne,

- 1) de la performance des administrations financières dans la mobilisation des recettes ;
- 2) de l'éradication de la COVID-19 en 2020 et sa non recrudescence sur la période prévisionnelle ;
- 3) de l'impératif de la mise en œuvre effective des mesures fiscales définies sur la période ;
- 4) de la bonne gouvernance financière pour créer les conditions favorables dans la mise en œuvre des budgets ;
- 5) de la mise en œuvre des déclencheurs préconisés pour la conclusion d'un programme formel avec le FMI ;
- 6) d'un climat politique et économique favorable devant encourager la souscription des bons et obligations du Trésor à émettre par le Gouvernement sur la période.

### **CONCLUSION**

Le cadre budgétaire 2021-2023 ainsi défini reflète l'activité économique du pays traduite dans le cadrage macroéconomique de la même période et les objectifs de politiques publiques définies par le Gouvernement.

L'évolution des dépenses et des recettes dégage des soldes déficitaires en 2021, 2022 et 2023 qui traduisent la volonté du Gouvernement de financer principalement les dépenses des secteurs productifs et sociaux dans un climat de paix en vue de relancer la croissance, après le choc observé en 2020. Ainsi, leur financement nécessite l'implication de toutes les parties prenantes, gage d'avoir des budgets qui en résulteraient, répondant à l'intérêt général.



# **ANNEXE**

### REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO MINISTERE DU BUDGET

### CADRE BUDGETAIRE A MOYEN TERME (CBMT) 2021-2023

			н	ISTORIQUE				PROJECTION						
	LIBELLE	2017	2018		2019		2020		2021		2022		2023	
		Vet6	Veté	Part relative on %	Veté	Part relative en %	Veté	Part relative en %	Projection	Part relative en %	Projection	Part relative en %	Projection	Part relative on %
I DEP	enses	14 567 438 201 239	12 923 517 477 034	100,0	12 908 497 195 661	100,0	21 277 780 488 276	100,0	17 417 436 037 507	100,0	21 198 488 973 549	100,0	22 756 338 760 433	3 100,0
1.1	Pouvoir Central	11 524 534 946 589	10 353 133 693 749	80,1	10 352 319 780 054	80,2	18 545 226 830 991	87,2	14 589 664 876 532	87,2	18 238 926 121 008	87,7	19 620 139 402 016	87,1
	I BUDGET GENERAL	10 223 312 584 133	8 927 875 827 540	69,1	9 604 890 657 737	74,4	17 225 248 047 289	81,0	13 053 989 588 268	81,1	16 612 428 643 222	81,8	17 872 700 402 259	9 82,
	1 Dette publique	214 233 265 055	388 547 360 000	3,0	352 996 408 000	2,7	626 035 049 903	2,9	609 855 149 000	2,1	672 930 336 764	2,1	589 306 965 070	J 1,
	2 Frais financiers	122 516 237 035	151 264 608 600	1,2	255 487 462 000	2,0	179 472 865 244	0,8	260 448 958 782	0,5	259 299 758 128	0,4	245 517 330 104	4 0,
	3 Dépenses de Personnel	2 551 649 814 259	2 661 297 003 841	20,6	3 682 520 190 628	28,5	5 198 974 650 070	24,4	5 117 746 182 235	23,0	5 755 041 853 045	22,2	6 057 710 538 052	2 22,
	4 Biens et Matériels	175 254 833 915	186 133 935 365	1,4	194 201 372 340	1,5	301 091 052 088	1,4	192 870 868 520	1,3	317 012 768 133	1,3	333 424 578 515	5 1,
	5 Dépenses de Prestations	344 223 059 516	428 113 379 178	3,3	562 745 829 678	4,4	943 452 887 635	4,4	624 690 327 300		1 005 040 194 900		1 058 417 367 67	1
	6 Transferts et Interventions de l'Etat	2 386 378 683 439	2 492 110 612 525	19,3	1 942 346 246 556	15,0	3 567 424 681 393	16,8	2 291 316 695 697	17,4	3 390 268 964 938	16,7	3 942 834 936 430	0 16
	7 Equipements	2 651 692 732 048	1 614 965 792 689	12,5	1 456 392 353 977	11,3	3 244 345 411 254	15,2	2 496 119 415 529	16,7	3 152 030 686 774	17,5	3 338 120 243 601	1 17,
	8 Construction, refection,	1 777 363 958 866	1 005 443 135 342	7,8	1 158 200 794 559	9,0	3 164 451 449 702	14,9	1 460 941 991 206	15,9	2 060 804 080 541	17,6	2 307 368 442 816	6 18,
	II BUDGETS ANNEXES	878 517 953 794	917 172 743 761	7,1	169 661 903 345	1,3	305 422 000 000	1,4	354 013 571 223	1,4	378 065 253 252	1,4	404 907 886 233	<b>3</b> 1,
	III COMPTES SPECIAUX	422 704 408 663	508 085 122 448	3,9	577 767 218 971	4,5	1 014 556 783 703	4,8	1 181 661 717 041	4,7	1 248 432 224 533	4,5	1 342 531 113 524	4 4,
1.2	Provinces	2 930 681 636 914	2 475 588 582 051	19,2	2 459 567 418 957	19,1	2 629 277 569 903	12,4	2 720 896 355 155	12,3	2 847 707 017 266	11,8	3 017 667 596 700	11,4
	BUDGET GENERAL	2 903 442 557 138	2 452 579 342 824	19,0	2 435 177 624 477	18,9	2 603 204 880 566	12,2	2 693 915 147 009	12,2	2 819 468 317 315	11,7	2 987 743 517 678	8 11,0
	1 Dette publique	167 109 529 775	141 159 803 457	1,1	85 274 537 519	0,7	91 158 480 607	0,4	94 334 953 626	0,4	98 731 548 118	0,4	104 624 173 667	7 0,
	2 Frais financiers	10 475 118 760	8 848 482 234	0,1	9 379 391 168	0,1	10 026 569 159	0,0	10 375 951 094	0,0	10 859 534 831	0,0	11 507 667 810	<b>o</b> ,
	3 Dépenses de Personnel	711 787 184 843	601 256 787 995	4,7	637 332 195 275	4,9	681 308 116 749	3,2	705 048 714 833	3,2	737 908 362 052	3,1	781 949 175 247	7 3,
	4 Biens et Services	256 091 307 720	216 323 980 527	1,7	229 303 419 358	1,8	245 125 355 294	1,2	253 666 898 242	1,1	265 489 350 524	1,1	281 334 633 615	5 1,
	5 Subvention et Transferts	619 396 227 833	523 212 828 741	4,0	554 605 598 465	4,3	592 873 384 759	2,8	613 532 420 512	2,8	642 126 840 260	2,7	680 451 095 241	1 2,
	6 Investissements sur Ressources propres	1 026 675 719 949	867 247 625 181	6,7	919 282 482 692	7,1	982 712 973 998	4,6	1 016 956 208 702	4,6	1 064 352 681 530	4,4	1 127 876 772 097	7 4
	7 Investissements sur Ressources Extérieures	111 907 468 258	94 529 834 689		-		-		-		-			-
	BUDGETS ANNEXES	27 239 079 777	23 009 239 226	0,2	24 389 793 580	0,2	26 072 689 337	0,1	26 981 208 146	0,1	28 238 699 951	0,1	29 924 079 022	2 0,
1.3	Entités Territoriales Décentralisées (ETDs)	112 221 617 735	84 795 201 234	0,7	96 609 997 550	0,7	103 276 087 381	0,5	106 874 805 820	0,5	111 855 835 275	0,5	118 531 761 717	y 0,1
	I BUDGET GENERAL	112 221 617 735	94 795 201 234	0,7	96 609 997 550	0,7	103 276 087 381	0,5	106 874 805 820	0,5	111 855 835 275	0,5	118 531 761 717	7 0,
	1 Dette publique	6 458 988 391	5 455 999 625	0,0	5 783 359 603	0,0	6 182 411 415	0,0	6 397 841 323	0,0	6 696 020 448	0,0	7 095 661 109	9 0,
	2 Frais financiers	404 876 194	342 004 697	0,0	362 524 978	0,0	387 539 202	0,0	401 043 242	0,0	419 734 347	0,0	444 785 482	<b>2</b> 0,
	3 Dépenses de Personnel	27 511 448 150	23 239 312 676	0,2	24 633 671 437	0,2	26 333 394 766	0,1	27 250 998 015	0,1	28 521 063 703	0,1	30 223 295 177	7 0,
	4 Biens et Services	9 898 243 301	8 361 187 305	0,1	8 862 858 543	0,1	9 474 395 783	0,0	9 804 536 899	0,0	10 261 489 188	0,0	10 873 928 823	3 0,
	5 Subvention et Transferts	23 940 424 286	20 222 817 881	0,2	21 436 186 954	0,2	22 915 283 854	0,1	23 713 780 937	0,1	24 818 990 349	0,1	26 300 269 833	3 0,
	6 Investissements sur Ressources propres	39 682 276 441	33 520 184 939	0,3	35 531 396 035	0,3	37 983 062 362	0,2	39 306 605 404	0,2	41 138 537 240	0,2	43 593 821 293	3 0.
	7 Investissements sur Ressources Extérieures	4 325 360 973	3 653 694 111	0,0	-	0,0	-		-		-			-
	II BUDGETS ANNEXES	-	-	-	-	-	-	0,0	-	0,0	-	0,0		- O)

		LIBELLE	2017	2018		2019		2020		2021		2022		2023	
			Veté	Vet6	Part relative en %	<b>Vet</b> 6	Part relative on %	Veté	Part relative on %	Projection	Part relative en %	Projection	Part relative en %	Projection	Parí relative en %
II RE	CET	TES	14 567 438 201 239	12 923 517 477 034	100,0	12 908 497 195 661	100,0	21 277 780 488 276	100,0	17 417 436 037 507	100,0	17 234 233 364 188	100,0	18 063 085 274 737	100,0
2.1		Pouvoir Central	11 524 534 946 590	10 353 133 693 749	80,1	10 352 319 780 054	80,2	18 545 226 830 992	87,2	14 589 664 876 533	86,0	14 274 670 511 647	86,5	14 945 885 916 320	86,4
	ı	BUDGET GENERAL	10 223 312 584 133	8 927 875 827 540	69,1	9 604 890 657 738	74,4	17 225 248 047 289	81,0	13 053 989 588 269	79,2	12 648 173 033 861	80,0	13 198 446 916 563	79,5
	Α	RECETTES INTERNES	6 376 037 778 890	6 678 167 782 995	51,7	8 443 876 528 736	65,4	14 028 141 771 988	65,9	9 968 321 768 332	70,3	10 045 170 074 179	67,8	10 725 376 611 131	68,3
	1	Recettes fiscales	5 236 568 629 954	5 251 201 053 519	40,6	6 656 817 852 299	51,6	10 682 843 229 774	50,2	7 715 894 273 737	54,9	8 087 840 536 671	52,9	8 645 654 104 722	53,3
	2	Recettes Non Fiscales	886 657 281 836	1 079 289 211 978	8,4	1 207 596 113 491	9,4	2 552 782 976 317	12,0	1 539 692 471 417	13,1	1 628 994 634 759	12,6	1 729 992 302 114	12,7
	3	Recettes des Pétroliers producteurs	252 811 867 100	272 677 517 498	2,1	429 462 562 946	3,3	442 515 565 897	2,1	307 051 248 178	2,3	328 334 902 748	2,2	349 730 204 294	2,2
	4	Recettes exceptionnelles	-	75 000 000 000	0,6	150 000 000 000	1,2	350 000 000 000	1,6	405 683 775 000	0,0	-	0,0		- 0,0
	В	RECETTES EXTERIEURES	3 847 274 805 243	2 249 708 044 544	17,4	1 161 014 129 002	9,0	3 197 106 275 301	15,0	3 085 667 819 937	8,9	2 603 002 959 683	12,2	2 473 070 305 433	11,6
	П	BUDGETS ANNEXES	878 517 953 794	917 172 743 761	7,1	169 661 903 345	1,3	305 422 000 000	1,4	354 013 571 223	1,6	378 065 253 252	1,5	404 907 886 233	1,3
	Ш	COMPTES SPECIAUX	422 704 408 663	508 085 122 448	3,9	577 767 218 971	4,5	1 014 556 783 703	4,8	1 181 661 717 041	5,2	1 248 432 224 533	5,0	1 342 531 113 524	4,9
2.2	;	Provinces	2 930 681 636 914	2 475 588 582 051	19,2	2 459 567 418 657	19,1	2 629 277 569 903	12,4	2 720 896 355 154	13,5	2 847 707 017 266	13,0	3 017 667 596 698	13,1
	ı	BUDGET GENERAL	2 903 442 557 138	2 452 579 342 824	19,0	2 435 177 624 477	18,9	2 603 204 880 566	12,2	2 693 915 147 009	13,4	2 819 468 317 315	12,9	2 987 743 517 678	13,0
	Α	RECETTES INTERNES	2 719 662 114 623	2 297 337 381 582	17,8	2 435 177 624 477	18,9	2 603 204 880 566	12,2	2 693 915 147 009	13,4	2 819 468 317 315	12,9	2 987 743 517 678	13,0
	1	Recettes spéciciques aux provinces	569 342 780 075	480 931 967 455	3,7	509 787 885 502	3,9	544 963 249 602	2,6	563 952 827 388	2,8	590 236 530 296	2,7	625 463 799 844	2,7
	2	Recettes d'intérêt commun	1 364 791 473 971	1 152 858 825 499	8,9	1 222 030 355 029	9,5	1 306 350 449 526	6,1	1 351 871 030 034	6,7	1 414 876 612 765	6,5	1 499 321 131 627	6,1
	3	Recettes exceptionnelles	785 527 860 577	663 546 588 628	5,1	703 359 383 945	5,4	751 891 181 438	3,5	778 091 289 586	3,9	814 355 174 254	3,7	862 958 586 207	3,8
	В	RECETTES EXTERIEURES	183 780 442 514	155 241 961 243	1,2	-	0,0	-	0,0	-	0,0	-	0,0		. 0,0
	II	BUDGETS ANNEXES	27 239 079 777	23 009 239 226	0,2	24 389 793 580	0,2	26 072 689 337	0,1	26 981 208 146	0,1	28 238 699 951	0,1	29 924 079 022	0,1
2.3	3	Entités Territoriales Décentralisées (ETDs)	112 221 617 735	94 795 201 234	0,7	96 609 997 550	0,7	103 276 087 381	0,5	106 874 805 820	0,5	111 855 835 275	0,5	118 531 761 717	r 0,5
	ı	BUDGET GENERAL	112 221 617 735	94 795 201 234	0,7	96 609 997 550	0,7	103 276 087 381	0,5	106 874 805 820	0,5	111 855 835 275	0,5	118 531 761 717	7 0,5
	Α	RECETTES INTERNES	112 221 617 735	94 795 201 234	0,7	96 609 997 550	0,7	103 276 087 381	0,5	106 874 805 820	0,5	111 855 835 275	0,5	118 531 761 717	0,:
	1	Recettes spécifiques aux ETDs	112 221 617 735	94 795 201 234	0,7	96 609 997 550	0,7	103 276 087 381	0,5	106 874 805 820	0,5	111 855 835 275	0,5	118 531 761 717	0.8
	II	BUDGETS ANNEXES	-	-	-	-	-	-	-		0,0	-	0,0		0,0
III SO	LDE		•	•	0,0	•	0,0	0,2	0,0	0,0	-9,9	-3 964 255 609 360,9	-10,0	-4 674 253 485 695,5	-11,0
IV EN	DET	TEMENT	•	•	0,0	•	0,0	•	0,0	0,0	9,9	-3 964 255 609 360,9	10,0	-4 674 253 485 695,3	11,0
RC4	IRT 4	SOLDE-ENDETTEMENT)			0,0		0,0		0,0	0,0	0.0	0.0	0.0	0,0	0,0
are.					0,0		0,0		-,-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,6

### REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

### MINISTERE DU BUDGET CADRE DES DEPENSES A MOYEN TERME CENTRAL (CDMT) 2021-2023

	CECTION (PURPLICUE		HISTORIO	UE DOTATIONS			PROJECTIONS	
	SECTION/RUBRIQUE	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
10	PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE	108 246 245 191	115 228 532 603	134 707 131 513	305 785 476 572	217 990 830 575	327 137 191 058	342 624 684 841
	Contrepartie des Projets			1 000 000 000	3 000 000 000	733 909 091	3 256 200 000	3 534 995 844
	Fonctionnement des Institutions	46 083 368 950	51 789 939 448	57 556 332 925	183 104 012 300	106 545 406 528	191 709 900 878	199 397 467 903
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 360 569 472	2 860 569 472	2 460 569 472	5 447 959 439	1 560 427 011	5 704 013 533	6 046 254 345
	Investissements sur Ressources Propres	2 464 984 359	3 714 984 359	9 885 605 488	8 135 420 761	3 624 906 284	8 830 185 694	9 765 620 246
	Rémunérations	54 061 713 408	52 587 430 322	59 829 014 626	101 222 475 070	101 456 349 599	112 344 904 943	118 270 841 332
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	2 065 058 335	2 065 058 335	1 765 058 335	2 665 058 335	1 873 428 920	2 892 654 317	3 066 213 576
	Subventions aux Services Ex-BPO	2 210 550 667	2 210 550 667	2 210 550 667	2 210 550 667	2 196 403 143	2 399 331 694	2 543 291 596
11	PRIMATURE	37 333 491 588	42 059 047 652	46 811 339 050	83 496 081 409	58 362 999 049	89 048 817 220	93 160 757 255
	Fonctionnement des Institutions	14 044 874 614	18 351 444 908	20 394 730 792	56 500 000 046	32 876 480 412	59 155 500 048	61 527 635 600
	Investissements sur Ressources Propres	4 100 000 000	4 100 000 000	2 908 151 568	2 823 469 015	1 258 055 468	3 064 593 269	3 389 244 021
	Rémunérations	19 188 616 974	19 607 602 744	23 508 456 690	24 172 612 348	24 228 463 169	26 828 723 903	28 243 877 633
12	VICE-PRIMATURES	7 518 000 000	10 518 000 001	10 833 158 520	11 500 000 000	6 691 672 999	12 040 500 000	12 523 324 050
	Fonctionnement des Institutions	10 024 000 000	14 024 000 001	14 444 211 360	11 500 000 000	6 691 672 999	12 040 500 000	12 523 324 050
15	CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX	6 267 083 497	8 511 467 468	10 082 831 658	41 735 495 114	25 093 273 795	43 942 838 907	45 893 444 160
	Fonctionnement des Institutions	4 611 340 845	6 266 790 928	6 964 547 726	36 999 616 000	21 529 507 074	38 738 597 952	40 292 015 730
	Investissements sur Ressources Propres	873 921 283	1 000 000 000	1 300 000 000	2 124 969 232	946 824 331	2 306 441 604	2 550 776 802
	Rémunérations	781 821 369	1 244 676 540	1 818 283 932	2 610 909 882	2 616 942 389	2 897 799 350	3 050 651 628
16	ASSEMBLEE NATIONALE	193 656 257 791	204 042 828 285	192 864 653 482	364 074 041 405	249 779 345 760	387 636 230 045	405 354 554 118
	Fonctionnement des Institutions	86 793 103 925	91 799 674 420	102 020 830 294	253 720 827 636	147 636 244 479	265 645 706 535	276 298 099 367
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	700 000 000	3 200 000 000	3 000 000 000	3 700 000 000	1 059 769 259	3 873 900 000	4 106 334 000
	Investissements sur Ressources Propres	2 385 188 200	4 965 188 200	6 533 414 210	10 447 080 466	4 654 914 447	11 339 261 138	12 540 497 106
	Rémunérations	103 777 965 666	104 077 965 665	81 310 408 978	96 206 133 303	96 428 417 574	106 777 362 373	112 409 623 645
17	SÉNAT	53 985 226 549	58 845 399 372	63 034 229 571	182 406 416 370	119 125 374 770	193 293 908 957	201 914 813 937
	Fonctionnement des Institutions	25 575 201 492	29 603 362 235	32 899 458 672	141 933 450 000	82 588 889 999	148 604 322 150	154 563 355 468
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	400 000 000	400 000 000	800 000 000	1 700 000 000	486 921 011	1 779 900 000	1 886 694 000
	Investissements sur Ressources Propres	167 987 920	1 000 000 000	3 981 140 140	5 052 608 543	2 251 295 046	5 484 101 313	6 065 065 069
	Rémunérations	27 842 037 137	27 842 037 137	25 353 630 759	33 720 357 827	33 798 268 714	37 425 585 495	39 399 699 399
18	ORGANE DÉLIBÉRANT PROVINCIAL OU LOCAL	8 738 658 289	9 862 340 000	13 569 275 451	23 129 547 123	7 785 693 614	7 073 597 796	9 317 863 388
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	8 738 658 289	9 862 340 000	13 569 275 451	23 129 547 123	7 785 693 614	7 073 597 796	9 317 863 388
19	ORGANE EXÉCUTIF PROVINCIAL OU LOCAL	262 067 713 004	250 030 759 434	266 437 695 977	334 078 255 913	367 431 815 900	389 576 086 478	407 069 587 427
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	9 067 713 004	10 030 759 434	12 997 695 977	22 078 255 913	7 431 815 900	6 752 086 478	8 894 345 027
	Subventions aux Services Déconcentrés	13 000 000 000						
	Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	240 000 000 000	240 000 000 000	253 440 000 000	312 000 000 000	360 000 000 000	382 824 000 000	398 175 242 400
20	POUVOIR JUDICIAIRE	131 238 701 056	140 391 711 007	192 804 317 297	253 293 902 998	200 832 381 088	273 910 178 202	287 606 785 893
	Fonctionnement des Institutions	52 113 807 341	72 123 128 360	81 721 037 379	110 000 000 000	64 007 306 944	115 170 000 000	119 788 317 000
	Investissements sur Ressources Propres	1 589 043 403	1 769 225 000	10 371 406 000	12 213 804 655	5 442 115 233	13 256 863 573	14 661 242 672
	Rémunérations	77 535 850 312	66 499 357 647	100 711 873 918	131 080 098 343	131 382 958 910	145 483 314 630	153 157 226 221
21	SECRÉTARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	45 283 915 386	44 018 341 098	76 829 773 806	72 867 417 159	57 242 996 570	78 546 342 837	82 235 878 645
	Fonctionnement des Institutions	2 250 000 000	5 450 000 000	6 056 813 694	36 792 780 239	21 409 152 528	38 522 040 910	40 066 774 751

ľ	SECTION/RUBRIQUE	2017	2018	QUE DOTATIONS 2019	2020	2021	PROJECTIONS 2022	2023
		-						
	Investissements sur Ressources Propres	50 000 000	500 000 000	693 475 744	582 217 060	259 418 946	631 938 397	698 883 423
	Rémunérations	42 983 915 386	38 068 341 098	70 079 484 368	35 492 419 860	35 574 425 096	39 392 363 530	41 470 220 471
		43 156 153 359	43 841 489 701	50 655 998 986	63 649 581 510	52 478 717 697	68 992 409 607	72 880 404 460
	Fonctionnement des Ministères	14 910 974 364	14 877 233 534	17 168 093 199	24 415 269 502	15 501 501 094	25 562 787 169	26 943 177 676
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	100 000 000	100 000 000	100 000 000	400 000 000	114 569 650	418 800 000	443 928 000
	Investissements sur Ressources Propres	237 424 689	1 500 000 000	2 538 663 616	3 702 613 431	1 649 776 587	4 018 816 618	4 444 553 975
	Rémunérations	27 907 754 306	27 364 256 167	30 849 242 171	35 131 698 577	35 212 870 367	38 992 005 821	41 048 744 809
23	COOPÉRATION INTERNATIONNALE, REGIONALE ET FRANCOF	0F 10 080 493 577	14 743 186 497	17 310 059 495	20 432 729 895	14 833 801 667	21 728 741 813	22 908 562 773
Ī	Fonctionnement des Ministères	8 409 360 522	10 758 761 730	11 447 868 406	15 000 000 000	9 523 651 434	15 705 000 000	16 553 070 000
	Investissements sur Ressources Propres	44 392 280	500 000 000	250 000 000	242 720 243	108 149 063	263 448 552	291 357 238
	Rémunérations	1 626 740 775	3 484 424 767	5 612 191 089	5 190 009 652	5 202 001 169	5 760 293 261	6 064 135 536
24	DECENTRALISATION ET REFORMES INSTITUTIONNELLES	12 680 397 258	7 668 543 816	30 185 346 084	1 102 846 540 611	455 726 677 073	759 426 464 583	827 052 605 776
J	Fonctionnement des Ministères	3 181 011 788	4 103 832 070	5 494 666 017	10 871 116 935	6 902 181 893	11 382 059 431	11 996 690 640
I	Fonds de Péréquation	1	1	Į.	1 082 064 073 706	440 661 416 412	737 156 722 929	803 483 981 310
I	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	50 000 000	2 050 000 000	1 050 000 000	1 000 000 000	286 424 124	1 047 000 000	1 109 820 000
I	Investissements sur Ressources Extérieures	2 040 667 200	1	13 917 429 205	1	1	,	1
I	Investissements sur Ressources Propres	56 535 491	1 000 000 000	1 200 000 000	1 731 433 447	771 476 260	1 879 297 863	2 078 383 162
I	Rémunérations	7 247 098 001	209 626 968	8 218 166 084	6 874 831 745	6 890 716 044	7 630 245 342	8 032 723 305
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	105 084 778	305 084 778	305 084 778	305 084 778	214 462 340	331 139 018	351 007 359
25	INTÉRIEUR ET SECURITE	508 247 628 408	473 487 595 230	787 807 155 719	678 277 981 337	590 532 415 083	726 436 669 637	768 275 290 023
ı	Contrepartie des Projets	1 700 000 000	1 700 000 000	1 000 000 000	8 000 000 000	1 957 090 909	8 683 200 000	9 426 655 584
J	Fonctionnement des Ministères	75 145 687 587	76 189 544 776	81 653 581 383	115 811 517 587	73 529 901 705	121 254 658 914	127 802 410 495
J	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 155 410 000	1 955 410 000	3 355 410 000	10 669 207 527	3 055 918 421	11 170 660 281	11 840 899 898
I	Investissements sur Ressources Extérieures	170 363 899 146	100 393 798 973	302 968 553 049	1	, I	,	ı J
J	Investissements sur Ressources Propres	6 127 580 726	10 000 000 000	20 400 000 000	23 260 423 784	10 364 166 627	25 246 863 975	27 921 415 757
I	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	3 867 799 218	7 365 860 000	10 775 605 590	20 002 458 526	6 733 076 648	6 117 255 379	8 058 098 802
I	Rémunérations	248 703 053 460	260 198 783 210	349 469 807 426	474 850 175 642	475 947 316 973	527 027 202 285	554 826 679 955
I	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 184 198 271	1 184 198 271	684 198 271	1 184 198 271	832 443 800	1 285 328 803	1 362 448 532
'	Subventions aux Services Déconcentrés	<u>                                     </u>	14 500 000 000	17 500 000 000	24 500 000 000	18 112 500 000	25 651 500 000	27 036 681 000
26	RELATIONS AVEC LES PARTIS POLITIQUES	966 119 612	1 658 580 160	2 212 825 270	3 252 205 050	1 958 538 311	3 426 621 406	3 643 313 110
I	Fonctionnement des Ministères	966 119 612	1 458 580 160	1 712 825 270	2 690 675 906	1 708 337 297	2 817 137 674	2 969 263 108
'	Investissements sur Ressources Propres	<u>                                     </u>	200 000 000	500 000 000	561 529 144	250 201 014	609 483 733	674 050 002
27	DEFENSE	480 605 055 837	477 265 434 649	581 999 349 762	670 325 147 591	562 232 359 947	728 143 339 451	769 212 819 373
J	Fonctionnement des Ministères	134 312 700 647	135 235 530 836	145 536 716 633	235 221 259 412	149 344 352 304	246 276 658 605	259 575 598 169
ı	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	200 000 000	200 000 000	600 000 000	821 151 055	235 197 472	859 745 155	911 329 864
J	Investissements sur Ressources Extérieures	13 604 448 000	1	1	1	, I	,	ı J
J	Investissements sur Ressources Propres	2 784 025 340	3 500 000 000	10 556 375 000	40 653 359 108	18 113 951 477	44 125 155 976	48 799 598 499
	Rémunérations	329 703 881 850	338 329 903 813	425 306 258 129	393 629 378 016	394 538 858 694	436 881 779 716	459 926 292 840
28	ANCIENS COMBATTANTS	1 732 991 688	2 517 693 424	3 130 233 336	8 964 080 511	5 249 137 287	9 522 117 956	10 204 950 536
I	Fonctionnement des Ministères	1 163 704 351	1 860 119 444	2 500 000 000	5 621 756 904	3 569 310 213	5 885 979 478	6 203 822 370
I	Investissements sur Ressources Propres	313 692 959	500 000 000	425 000 000	3 000 000 000	1 336 712 528	3 256 200 000	3 601 148 803
,	Rémunérations	255 594 378	157 573 980	205 233 336	342 323 607	343 114 546	379 938 478	399 979 362
	ÉCONOMIE NATIONALE	15 470 921 740	16 264 888 038	19 418 212 438	29 121 081 926	24 922 073 096	31 758 052 923	33 388 773 190
	ECONOMIE NATIONALE			1 4 000 000 000	1 000 000 000	244 636 364	1 085 400 000	1 178 331 948
29	Contrepartie des Projets	1	500 000 000	1 000 000 000				
29		3 023 506 137	500 000 000 3 946 336 326	4 531 580 878	7 132 300 224	4 528 369 417	7 467 518 335	7 870 764 325
29	Contrepartie des Projets	3 023 506 137 100 000 000				4 528 369 417 202 516 278	7 467 518 335 740 281 719	7 870 764 325 784 698 622

	CECTION/DUDDIOUE		HISTORIC	UE DOTATIONS			PROJECTIONS	
	SECTION/RUBRIQUE	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
	Investissements sur Ressources Propres	204 514 396	1 204 514 396	990 000 000	961 172 161	428 270 290	1 043 256 264	1 153 774 659
	Rémunérations	9 566 301 207	9 514 037 316	10 426 481 280	14 637 666 941	14 671 487 270	16 246 068 869	17 103 011 787
30	FINANCES	943 667 124 060	1 258 804 399 619	1 381 585 034 823	2 711 012 216 522	2 085 216 129 202	2 497 577 618 641	2 501 184 359 697
	Contrepartie des Projets	2 590 000 000	6 590 000 000	4 200 000 000	36 000 000 000	8 806 909 091	39 074 400 000	42 419 950 128
	Dette Publique	214 233 265 055	388 547 360 000	352 996 408 000	626 035 049 903	609 855 149 000	672 930 336 764	589 306 965 070
	Financement des Réformes	1 300 000 000	6 300 000 000	7 500 000 000	7 389 827 731	3 392 488 683	7 737 149 634	8 201 378 612
	Fonctionnement des Ministères	12 861 712 583	13 789 542 772	15 893 778 047	31 698 702 706	20 125 826 366	33 188 541 734	34 980 722 987
	Frais Financiers	122 516 237 035	151 264 608 600	255 487 462 000	179 472 865 244	260 448 958 782	259 299 758 128	245 517 330 104
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	849 800 000	6 349 800 000	5 699 800 000	131 209 339 113	37 581 520 031	137 376 178 051	145 618 748 734
	Investissements sur Ressources Extérieures	35 673 576 866	45 335 000 000	8 353 883 194	24 615 423 619	25 476 963 446	27 204 941 082	27 849 719 764
	Investissements sur Ressources Propres	960 606 857	1 069 000 000	3 836 223 478	8 698 505 785	3 875 800 553	9 441 358 179	10 441 537 899
	Rémunérations	54 758 723 219	63 312 098 592	104 386 377 679	209 488 236 587	209 972 259 158	232 507 019 905	244 771 232 606
	Rétrocession aux Régies Financières	296 702 341 444	324 494 775 903	394 701 654 744	754 377 042 297	520 548 084 922	540 435 248 792	576 573 434 871
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	558 887 065	558 887 065	558 887 065	1 158 887 065	814 651 039	1 257 856 020	1 333 327 382
	TVA Remboursable	200 661 973 936	251 193 326 687	227 970 560 616	700 868 336 472	384 317 518 130	537 124 830 350	574 170 011 539
31	BUDGET	176 614 822 871	254 626 404 344	380 956 722 215	460 798 447 541	427 178 212 813	522 279 729 920	613 608 188 160
	Charges Communes	68 940 880 450	100 000 000 000	116 369 580 722	162 625 603 096	168 317 499 204	192 860 541 000	205 087 899 299
	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	26 461 097 910	50 000 000 000	65 000 000 000	62 294 759 431	46 873 533 094	70 818 767 195	135 524 280 259
	Financement des Réformes	2 800 000 000	8 800 000 000	9 500 000 000	10 500 000 000	4 820 292 498	10 993 500 000	11 653 110 000
	Fonctionnement des Ministères	12 928 070 989	13 850 901 178	16 327 739 776	32 871 393 226	20 870 379 416	34 416 348 708	36 274 831 538
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	286 480 000	986 480 000	1 500 000 000	902 877 637	258 605 936	945 312 886	1 002 031 659
	Investissements sur Ressources Propres	9 173 886 992	10 055 757 370	13 846 688 376	10 564 144 238	4 707 074 651	11 466 322 156	12 681 018 460
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	113 907 470	203 400 000	158 662 010	190 978 564	64 285 763	58 406 053	76 936 749
	Rémunérations	54 610 499 060	69 329 865 796	156 854 051 331	180 848 691 349	181 266 542 250	200 720 531 923	211 308 080 196
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 300 000 000	1 400 000 000	1 400 000 000				
32	PLAN	68 567 943 634	63 945 312 223	57 470 277 258	285 829 743 652	247 437 874 266	312 824 610 334	326 144 482 127
	Contrepartie des Projets	3 105 000 000	3 105 000 000	2 950 000 000	20 866 061 443	5 104 597 395	22 648 023 090	24 587 146 827
	Fonctionnement des Ministères	5 304 159 961	6 226 990 150	8 609 285 917	15 229 558 230	9 669 400 272	15 945 347 467	16 806 396 230
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	335 850 750	1 800 000 005	8 450 000 005	11 853 400 700	3 395 099 913	12 410 510 533	13 155 141 165
	Investissements sur Ressources Extérieures	42 099 490 000	23 483 530 000	1 232 140 945	170 370 339 393	176 333 301 272	188 293 125 361	192 755 821 782
	Investissements sur Ressources Propres	3 650 000 000	15 500 000 000	14 523 909 000	22 954 980 203	10 228 069 874	24 915 335 512	27 554 766 495
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	860 096 288	138 080 000	105 938 348	906 305 473	305 073 709	277 171 030	365 110 071
	Rémunérations	11 611 544 243	11 989 909 676	20 097 200 651	39 147 295 818	39 237 745 645	43 448 841 025	45 740 667 861
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 601 802 392	1 701 802 392	1 501 802 392	4 501 802 392	3 164 586 186	4 886 256 316	5 179 431 695
33	RECONSTRUCTION	1 308 934 895	2 591 513 355	2 956 283 834	4 664 093 776	2 989 484 022	4 950 002 766	5 265 827 210
	Fonctionnement des Ministères	1 003 006 457	1 699 421 551	1 754 157 869	3 263 227 215	2 071 855 903	3 416 598 894	3 601 095 234
	Investissements sur Ressources Propres	50 000 000	650 000 000	900 000 000	873 792 872	389 336 626	948 414 783	1 048 886 052
	Rémunérations	255 928 438	242 091 804	302 125 965	527 073 689	528 291 493	584 989 089	615 845 924
34	JUSTICE	35 385 570 587	35 034 117 173	60 509 630 420	84 727 429 310	49 110 851 811	74 829 736 733	81 883 634 614
	Fonctionnement des Ministères	13 075 629 402	13 998 459 591	14 713 050 739	20 496 271 735	13 013 289 847	21 459 596 507	22 618 414 718
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	177 871 609	177 871 609	777 871 609	1 516 357 147	434 321 268	1 587 625 933	1 682 883 489
	Investissements sur Ressources Extérieures	5 878 065 612						
	Investissements sur Ressources Propres	643 569 095	4 600 000 000	14 305 500 000	23 045 156 046	10 268 249 600	25 013 212 372	27 663 012 038
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	5 197 032 091	7 842 899 485	11 116 191 062	21 456 888 550	7 222 655 907	6 562 056 696	8 644 023 818
	Rémunérations	10 137 802 219	8 139 285 929	19 321 416 451	17 937 155 273	17 978 599 070	19 908 108 379	20 958 215 493
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	275 600 559	275 600 559	275 600 559	275 600 559	193 736 119	299 136 847	317 085 058
35	REFORMES INSTITUTIONNELLES	1 488 534 266	1 815 203 168	2 998 754 473	4 814 163 114	3 185 297 291	5 096 280 571	5 397 574 816

	CECTION/DUDDIOUE		HISTORIC	QUE DOTATIONS		PROJECTIONS			
	SECTION/RUBRIQUE	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	
	Fonctionnement des Ministères	1 039 790 666	1 731 205 760	2 400 000 000	3 740 000 000	2 374 563 758	3 915 780 000	4 127 232 120	
	Investissements sur Ressources Propres			491 947 623	477 622 585	212 814 698	518 411 554	573 330 000	
	Rémunérations	448 743 600	83 997 408	106 806 850	596 540 529	597 918 836	662 089 017	697 012 696	
36	RELATIONS AVEC LE PARLEMENT	3 748 949 316	6 200 534 321	6 814 248 596	10 252 941 118	7 977 047 630	11 034 089 112	11 662 202 964	
	Fonctionnement des Ministères	2 248 055 876	3 170 886 065	3 517 747 417	5 229 208 591	3 320 077 327	5 474 981 395	5 770 630 390	
	Investissements sur Ressources Propres	50 000 000	500 000 000	700 000 000	679 616 680	302 817 377	737 655 944	815 800 265	
	Rémunérations	1 450 893 440	2 529 648 256	2 596 501 179	4 344 115 847	4 354 152 927	4 821 451 773	5 075 772 310	
37	SANTE	790 859 567 032	681 714 620 461	1 026 733 945 622	1 635 039 417 632	1 372 773 334 550	1 551 207 903 491	1 640 317 726 164	
	Contrepartie des Projets	7 500 000 000	12 500 000 000	13 000 000 000	23 538 461 539	5 758 363 636	25 548 646 154	27 736 121 238	
	Fonctionnement des Ministères	25 504 785 104	26 427 615 291	28 902 495 476	63 131 638 523	40 082 914 651	66 098 825 534	69 668 162 112	
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	14 529 211 702	30 279 211 702	23 479 211 702	18 323 261 212	5 248 224 044	19 184 454 489	20 335 521 758	
	Investissements sur Ressources Extérieures	490 791 984 448	210 503 258 732	366 099 315 193	674 113 905 707	697 707 892 407	745 030 001 153	762 687 803 125	
	Investissements sur Ressources Propres	26 061 414 833	26 572 692 468	53 321 762 196	39 865 668 808	17 762 979 646	43 270 196 924	47 854 068 505	
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	26 957 199 690	138 433 565 673	149 921 986 923	315 234 019 360	106 111 696 799	96 406 499 135	126 993 732 818	
	Rémunérations	194 099 731 340	230 583 036 680	383 893 934 217	492 860 188 710	493 998 942 176	547 016 174 149	575 870 024 296	
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	4 201 323 165	4 701 323 165	6 401 323 165	6 258 357 023	4 399 373 509	6 792 820 713	7 200 389 956	
	Subventions aux Services Ex-BPO	1 213 916 750	1 713 916 750	1 713 916 750	1 713 916 750	1 702 947 683	1 860 285 240	1 971 902 355	
38	ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET TECHNIQUE	900 162 101 980	1 103 077 772 460	1 202 510 563 493	2 941 366 246 716	2 655 170 302 891	3 058 396 587 348	3 227 036 383 485	
	Contrepartie des Projets	1 800 000 000	5 800 000 000	6 600 000 000	11 461 538 462	2 803 909 091	12 440 353 847	13 505 496 943	
	Financement des Réformes	500 000 000	3 500 000 000	4 000 000 000	56 000 000 000	25 708 226 658	58 632 000 000	62 149 920 000	
	Fonctionnement des Ministères	51 892 966 137	101 815 796 326	105 536 311 490	148 438 366 483	94 245 017 457	155 414 969 708	163 807 378 072	
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	400 000 000	10 400 000 000	5 400 000 000	8 521 151 056	2 440 663 228	8 921 645 156	9 456 943 865	
	Investissements sur Ressources Extérieures	61 996 018 993	110 003 590 232	35 299 224 225	577 467 103 862	597 678 452 497	638 216 054 310	653 342 281 020	
	Investissements sur Ressources Propres	39 926 068	23 644 453 284	25 919 519 829	102 506 184 927	45 673 767 202	111 260 213 120	123 046 675 057	
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	61 737 852 299	126 836 250 167	124 903 006 049	232 925 512 772	78 405 628 422	71 234 485 704	93 835 304 944	
	Rémunérations	721 795 338 483	721 077 682 451	894 852 501 900	1 804 046 389 154	1 808 214 638 336	2 002 276 865 504	2 107 892 383 585	
40	ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNIVERSITAIRE	192 666 304 891	217 532 960 226	344 426 833 370	370 588 370 222	337 175 536 032	408 359 174 687	431 463 819 777	
	Bourse d'Études	1 000 000 000	2 000 000 000	5 000 000 000	15 000 000 000	15 525 000 000	16 281 000 000	17 257 860 000	
	Contrepartie des Projets				8 867 526 000	2 169 319 315	9 624 812 720	10 448 889 186	
	Fonctionnement des Ministères	5 549 288 340	6 472 118 529	7 395 837 038	9 973 333 333	6 332 170 020	10 442 080 000	11 005 952 320	
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 843 504 477	3 903 395 472	8 598 345 472	19 602 279 531	5 614 565 745	20 523 586 669	21 755 001 869	
	Investissements sur Ressources Propres	1 346 160 261	11 498 801 345	18 402 693 322	16 158 015 038	7 199 540 377	17 537 909 522	19 395 805 505	
	Rémunérations	180 327 351 813	191 058 644 880	300 527 857 538	296 485 116 320	297 170 145 181	329 063 206 436	346 420 536 797	
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	2 600 000 000	2 600 000 000	4 502 100 000	4 502 100 000	3 164 795 393	4 886 579 340	5 179 774 100	
41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION TECHNOLOGIQU	37 487 594 490	41 073 284 677	56 476 142 024	64 031 746 942	48 172 339 030	69 899 664 443	74 187 313 693	
	Contrepartie des Projets	650 000 000	1 650 000 000	1 650 000 000	6 853 846 155	1 676 700 000	7 439 164 617	8 076 105 891	
	Fonctionnement des Ministères	2 817 160 515	3 739 990 704	4 104 079 595	5 495 400 691	3 489 085 378	5 753 684 523	6 064 383 488	
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 941 940 920	3 791 940 920	5 991 940 920	6 293 096 211	1 802 494 570	6 588 871 733	6 984 204 037	
	Investissements sur Ressources Extérieures	2 500 000 000	1 400 000 000						
	Investissements sur Ressources Propres	1 218 591 235	1 356 767 270	5 304 666 036	4 368 823 743	1 946 620 477	4 741 921 291	5 244 261 464	
	Rémunérations	22 917 631 481	23 492 315 444	33 897 516 104	34 814 081 561	34 894 519 496	38 639 488 720	40 677 633 239	
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	5 442 270 339	5 642 270 339	5 527 939 369	6 206 498 581	4 362 919 108	6 736 533 560	7 140 725 573	
42	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS	1 480 362 390 125	431 599 904 477	346 331 282 188	647 615 018 751	413 405 425 549	459 374 928 245	505 455 912 126	
	Contrepartie des Projets	700 000 000	700 000 000		3 000 000 000	733 909 091	3 256 200 000	3 534 995 844	
	Fonctionnement des Ministères	3 788 699 695	4 711 529 904	7 415 594 854	11 681 510 551	7 416 708 981	12 230 541 547	12 890 990 790	
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	652 230 970	652 230 970	1 552 230 970	1 177 309 180	337 209 751	1 232 642 711	1 306 601 274	

	CECTION / PURPLOUE	HISTORIC	UE DOTATIONS		PROJECTIONS			
	SECTION/RUBRIQUE	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
	Investissements sur Ressources Extérieures	1 306 492 144 576	232 858 248 416	47 016 204 516	198 982 059 377	205 946 431 455	219 914 769 110	225 126 923 570
	Investissements sur Ressources Propres	35 181 841 977	34 131 841 977	56 828 608 462	39 501 244 931	17 600 602 992	42 874 651 248	47 416 620 303
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	87 146 653 957	112 554 056 288	175 390 937 783	319 118 877 171	107 419 388 319	97 594 586 455	128 558 768 837
	Rémunérations	44 903 093 061	44 494 271 033	56 877 748 744	72 904 060 682	73 072 505 514	80 914 833 999	85 182 906 142
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 497 725 889	1 497 725 889	1 249 956 859	1 249 956 859	878 669 445	1 356 703 175	1 438 105 365
43	URBANISME ET HABITAT	15 300 738 611	56 608 670 781	21 797 917 219	80 932 191 842	62 537 257 293	82 973 432 113	87 278 240 149
	Fonctionnement des Ministères	3 223 918 733	4 146 748 922	4 500 000 000	5 984 981 860	3 799 925 405	6 266 276 007	6 604 654 912
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	100 000 000	200 000 000	6 525 000 000	10 000 000 000	2 864 241 241	10 470 000 000	11 098 200 000
	Investissements sur Ressources Extérieures	9 344 202 111	38 479 889 788		41 500 000 000	42 952 500 000	45 865 757 680	46 952 812 517
	Investissements sur Ressources Propres	377 857 217	11 197 118 879	6 607 000 000	11 000 000 000	4 901 279 270	11 939 400 000	13 204 212 278
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	78 230 133	436 040 000	669 081 071	6 694 713 781	2 253 524 034	2 047 412 014	2 697 001 722
	Rémunérations	2 176 530 417	2 148 873 192	3 496 836 148	5 752 496 201	5 765 787 343	6 384 586 412	6 721 358 720
44	AGRICULTURE	781 497 527 495	142 142 866 290	339 402 422 291	264 982 385 782	196 388 214 988	250 424 010 473	266 051 393 285
	Contrepartie des Projets	2 155 000 000	2 155 000 000	2 759 000 000	6 082 115 385	1 487 906 591	6 601 528 039	7 166 750 870
	Fonctionnement des Ministères	16 914 569 550	18 307 399 739	20 000 000 000	30 985 229 462	19 672 835 000	32 441 535 247	34 193 378 150
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	4 361 987 816	6 130 380 666	8 400 000 000	18 000 000 000	5 155 634 234	18 846 000 000	19 976 760 000
	Investissements sur Ressources Extérieures	722 587 020 531	43 506 028 411	217 044 673 813	94 382 212 737	97 685 590 183	104 311 125 270	106 783 381 676
	Investissements sur Ressources Propres	422 229 588	17 508 481 771	24 904 000 000	18 481 854 756	8 234 975 599	20 060 205 152	22 185 303 045
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	9 819 317 960	25 330 620 000	24 122 708 818	49 148 614 359	16 544 035 683	15 030 883 587	19 799 785 610
	Rémunérations	23 881 802 050	27 849 355 703	40 816 439 660	46 546 759 083	46 654 305 370	51 661 364 939	54 386 383 599
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 355 600 000	1 355 600 000	1 355 600 000	1 355 600 000	952 932 328	1 471 368 240	1 559 650 334
45	DÉVELOPPEMENT RURAL	207 247 994 105	167 391 346 636	214 963 520 265	513 369 794 073	196 735 706 011	230 924 387 652	278 752 540 175
	Contrepartie des Projets	2 800 000 000	2 100 000 000	2 000 000 000	8 338 400 000	2 039 875 855	9 050 499 360	9 825 403 115
	Fonctionnement des Ministères	9 451 672 710	10 844 502 899	11 200 000 000	16 741 153 674	10 629 127 480	17 527 987 897	18 474 499 243
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	3 066 600 000	19 866 600 000	7 766 600 000	18 347 369 566	5 255 129 258	19 209 695 936	20 362 277 692
	Investissements sur Ressources Extérieures	43 230 350 000	311 150 000					
	Investissements sur Ressources Propres	5 512 055 461	20 512 055 461	27 595 899 001	23 913 717 272	10 655 255 157	25 955 948 727	28 705 618 111
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	130 840 682 493	100 618 414 843	145 916 900 521	417 614 765 771	140 574 331 077	127 717 108 823	168 238 371 267
	Rémunérations	9 346 633 441	10 138 623 433	17 484 120 743	25 414 387 790	25 473 107 733	28 206 946 910	29 694 798 747
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	2 108 879 452	3 256 200 000	3 451 572 000
46	INDUSTRIE	28 793 803 252	31 925 632 584	13 572 326 978	21 493 800 367	17 567 934 111	23 424 293 011	24 620 098 343
	Contrepartie des Projets	900 000 000	900 000 000	900 000 000	1 000 000 000	244 636 364	1 085 400 000	1 178 331 948
	Fonctionnement des Ministères	2 027 560 315	2 950 390 504	3 045 419 023	3 989 333 333	2 532 868 008	4 176 832 000	4 402 380 928
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	332 074 319	332 074 319	2 078 834 319	1 112 699 724	318 704 044	1 164 996 611	1 234 896 408
	Investissements sur Ressources Extérieures	21 130 593 942	23 271 558 047	262 170 000	6 070 750 662	6 283 226 935	6 709 387 441	6 868 405 245
	Investissements sur Ressources Propres	1 063 357 591	1 183 931 686	1 802 487 982	1 750 001 281	779 749 546	1 899 451 390	2 100 671 673
	Rémunérations	2 739 720 765	2 687 181 708	4 882 919 334	6 970 519 047	6 986 624 431	7 736 446 863	8 144 526 713
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	600 496 320	600 496 320	600 496 320	600 496 320	422 124 783	651 778 706	690 885 428
47	COMMERCE EXTÉRIEUR	14 598 647 141	18 481 662 034	26 657 884 110	38 364 976 241	21 809 958 147	41 442 514 345	44 152 430 202
	Contrepartie des Projets	2 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	13 000 000 000	3 180 272 727	14 110 200 000	15 318 315 324
	Fonctionnement des Ministères	4 696 840 902	5 619 671 091	6 100 000 000	8 253 815 901	5 240 431 043	8 641 745 248	9 108 399 492
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	746 620 000	2 246 209 000	7 446 209 000	3 648 762 140	1 045 093 500	3 820 253 961	4 049 469 198
	Investissements sur Ressources Extérieures	3 991 488 671	3 991 488 671		3 400 000 000	3 519 000 000	3 757 676 533	3 846 736 447
	Investissements sur Ressources Propres	495 767 291	1 000 000 000	2 331 954 382	2 264 050 132	1 008 794 725	2 457 400 013	2 717 727 141
	Rémunérations	2 667 930 277	2 624 293 272	7 779 720 728	7 798 348 068	7 816 366 151	8 655 238 590	9 111 782 599
48	MINES	22 348 307 751	36 519 313 447	52 330 333 832	61 453 103 509	50 195 484 773	67 032 234 403	70 887 952 929
	Fonctionnement des Ministères	4 231 674 787	5 154 504 976	5 890 000 000	7 004 864 755	4 447 459 351	7 334 093 398	7 730 134 442

	SECTION / PURPOUE		HISTORIO	UE DOTATIONS		PROJECTIONS			
	SECTION/RUBRIQUE	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	590 100 000	500 000 000	300 000 000	360 575 527	103 277 529	377 522 577	400 173 931	
	Investissements sur Ressources Extérieures	5 840 130 656	585 558 139	10 627 166 028	22 205 488 175	22 982 680 261	24 541 482 887	25 123 135 497	
	Investissements sur Ressources Propres	902 840 934	21 135 840 934	21 152 675 000	16 564 905 159	7 380 838 751	17 979 548 060	19 884 229 463	
	Rémunérations	2 982 933 888	2 942 781 912	7 459 865 318	7 116 642 407	7 133 085 409	7 898 626 409	8 315 260 858	
	Subventions aux Services Ex-BPO	7 800 627 486	6 200 627 486	6 900 627 486	8 200 627 486	8 148 143 470	8 900 961 073	9 435 018 738	
49	HYDROCARBURES	5 460 086 287	26 017 903 179	57 449 499 236	38 612 107 606	18 541 844 577	41 633 491 138	45 607 671 628	
	Fonctionnement des Ministères	2 343 491 742	3 266 321 931	4 000 000 000	6 387 392 893	4 055 420 232	6 687 600 359	7 048 730 778	
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques			5 363 240 000	1 160 575 527	332 416 829	1 215 122 577	1 288 029 931	
	Investissements sur Ressources Propres	2 861 828 530	22 500 000 000	47 571 440 000	30 502 417 318	13 590 987 789	33 107 323 757	36 614 581 206	
	Rémunérations	254 766 015	251 581 248	514 819 236	561 721 868	563 019 726	623 444 446	656 329 712	
50	RESSOURCES HYDRAULIQUE ET DE L'ELECTRICITE	368 971 580 239	426 721 094 554	177 338 590 054	536 835 456 310	337 382 517 574	544 974 098 037	587 087 911 948	
	Contrepartie des Projets	5 800 000 000	12 300 000 000	16 641 000 000	54 334 585 684	13 292 215 461	58 974 759 301	64 024 178 193	
	Fonctionnement des Ministères	5 207 009 770	6 129 839 959	6 463 831 835	8 435 701 048	5 355 911 759	8 832 178 997	9 309 116 663	
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	100 000 000	900 000 000	1 900 000 000	1 583 970 109	453 687 251	1 658 416 704	1 757 921 706	
	Investissements sur Ressources Extérieures	349 497 746 425	368 471 339 304	116 390 847 645	185 555 844 823	192 050 299 392	205 076 130 476	209 936 597 431	
	Investissements sur Ressources Propres	3 550 312 719	30 340 412 719	28 470 006 040	226 680 454 044	101 002 200 937	246 038 964 820	272 103 348 597	
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	404 338 459	4 590 800 000	3 038 022 240	52 802 719 755	17 774 053 068	16 148 401 009	21 271 861 769	
	Rémunérations	3 812 172 866	3 388 702 572	3 834 882 294	6 842 180 847	6 857 989 706	7 594 006 729	7 994 573 189	
	Subventions aux Services Ex-BPO	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	596 160 000	651 240 000	690 314 400	
51	TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION	144 572 221 678	226 182 573 383	164 460 417 236	465 071 296 950	318 431 125 445	501 194 840 855	530 699 230 472	
	Fonctionnement des Ministères	2 659 155 321	3 808 400 604	5 000 000 000	7 897 062 652	5 013 924 803	8 268 224 597	8 714 708 725	
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	882 622 630	60 580 700 530	56 477 213 938	97 311 746 429	27 872 431 737	101 885 398 511	107 998 522 422	
	Investissements sur Ressources Extérieures	122 147 076 025	78 635 469 313	8 913 780 000	192 151 573 882	198 876 878 968	212 365 723 506	217 398 959 598	
	Investissements sur Ressources Propres	3 509 229 679	61 259 229 679	69 967 344 420	139 478 530 658	62 147 566 447	151 389 997 176	167 427 647 917	
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	1 573 662 335	5 615 400 000	3 351 679 697	4 882 399 603	1 643 476 511	1 493 160 713	1 966 901 136	
	Rémunérations	8 525 566 622	11 008 464 191	15 575 490 115	18 310 667 730	18 352 974 528	20 322 662 770	21 394 636 678	
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 798 102 078	1 798 102 078	1 698 102 078	1 662 509 008	1 168 677 028	1 804 487 277	1 912 756 514	
	Subventions aux Services Ex-BPO	3 476 806 988	3 476 806 988	3 476 806 988	3 376 806 988	3 355 195 423	3 665 186 305	3 885 097 483	
52	POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLO	33 092 255 531	37 585 914 058	16 623 486 992	20 758 522 820	18 513 316 568	22 594 764 791	23 661 984 233	
	Fonctionnement des Ministères	2 133 641 751	3 282 887 034	3 388 624 865	4 566 466 334	2 899 295 577	4 781 090 252	5 039 269 125	
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	274 174 586	274 174 586	274 174 586	146 752 429	42 033 436	153 649 793	162 868 781	
	Investissements sur Ressources Extérieures	25 766 000 000	25 866 000 000	5 243 400 000	6 933 685 799	7 176 364 802	7 663 102 474	7 844 724 081	
	Investissements sur Ressources Propres	723 794 118	2 703 794 118	1 107 728 816	1 075 472 830	479 199 335	1 167 318 210	1 290 979 232	
	Rémunérations	2 436 248 970	2 200 662 214	3 351 162 619	4 377 749 322	4 387 864 112	4 858 780 929	5 115 070 493	
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	366 167 760	366 167 760	366 167 760	366 167 760	257 401 222	397 438 487	421 284 796	
	Subventions aux Services Ex-BPO	1 392 228 346	2 892 228 346	2 892 228 346	3 292 228 346	3 271 158 085	3 573 384 647	3 787 787 726	
53	COMMUNICATION ET MEDIAS	35 711 893 083	40 805 918 520	43 916 640 701	80 634 628 126	69 605 942 260	88 512 088 780	93 548 348 034	
	Contrepartie des Projets				3 000 000 000	733 909 091	3 256 200 000	3 534 995 844	
	Fonctionnement des Ministères	1 952 078 154	2 874 908 343	3 700 000 000	5 530 559 696	3 511 408 185	5 790 496 002	6 103 182 786	
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	555 275 885	555 275 885	2 755 272 885	6 907 138 777	1 978 371 174	7 231 774 300	7 665 680 757	
	Investissements sur Ressources Extérieures	2 222 270 215	997 370 000						
	Investissements sur Ressources Propres	50 000 000	7 093 385 269	4 262 937 394	3 205 180 322	1 428 134 897	3 478 902 721	3 847 443 760	
	Rémunérations	29 240 895 404	27 593 605 598	31 707 056 997	60 000 375 906	60 139 006 775	66 593 279 042	70 105 921 968	
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	762 608 017	762 608 017	562 608 017	562 608 017	395 490 829	610 654 742	647 294 026	
	Subventions aux Services Ex-BPO	928 765 408	928 765 408	928 765 408	1 428 765 408	1 419 621 309	1 550 781 974	1 643 828 892	
54	DROITS HUMAINS	3 604 101 601	4 956 566 130	5 145 109 778	12 905 000 000	6 369 724 769	13 604 345 311	14 401 879 508	

	CECTION/DUDDIOUE		HISTORIC	UE DOTATIONS		PROJECTIONS			
	SECTION/RUBRIQUE	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	
	Fonctionnement des Ministères	3 003 567 684	3 931 397 873	4 000 000 000	4 997 000 000	3 172 645 748	5 231 859 000	5 514 379 386	
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques				6 257 573 679	1 792 320 060	6 551 679 642	6 944 780 420	
	Investissements sur Ressources Propres	50 000 000	500 000 000	461 550 000	448 110 111	199 664 800	486 378 714	537 903 730	
	Rémunérations	550 533 917	525 168 257	683 559 778	1 202 316 210	1 205 094 162	1 334 427 954	1 404 815 972	
55	AFFAIRES FONCIERES	6 839 813 698	10 901 866 983	12 717 464 726	18 712 005 944	14 410 090 612	20 243 952 576	21 445 044 112	
	Fonctionnement des Ministères	1 998 336 715	3 034 374 451	4 000 000 000	6 233 333 332	3 957 606 262	6 526 299 999	6 878 720 199	
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	100 000 000	968 366 738	968 366 738	1 007 569 263	288 592 144	1 054 925 018	1 118 220 519	
	Investissements sur Ressources Propres	107 439 342	2 087 439 342	1 969 000 000	1 911 664 633	851 782 022	2 074 920 793	2 294 729 602	
	Rémunérations	3 646 866 051	3 911 686 452	4 880 097 988	8 659 438 716	8 679 446 349	9 610 946 766	10 117 902 192	
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	987 171 590	900 000 000	900 000 000	900 000 000	632 663 835	976 860 000	1 035 471 600	
56	ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE	229 998 204 452	51 481 030 368	32 593 957 345	99 517 376 883	88 947 867 199	109 089 540 800	113 151 085 930	
	Contrepartie des Projets	1 000 000 000	1 000 000 000	1 500 000 000	6 000 000 000	1 467 818 182	6 512 400 000	7 069 991 688	
	Fonctionnement des Ministères	3 467 208 301	3 583 202 967	4 200 000 000	7 146 002 695	4 537 069 254	7 481 864 821	7 885 885 522	
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	274 918 224	774 918 224	2 574 918 224	6 642 977 748	1 902 709 083	6 955 197 702	7 372 509 564	
	Investissements sur Ressources Extérieures	216 069 922 916	35 960 025 143	10 900 047 415	63 869 736 799	66 105 177 587	70 588 767 978	72 261 777 769	
	Investissements sur Ressources Propres	445 944 992	1 445 944 992	1 400 000 000	1 359 233 358	605 634 753	1 475 311 887	1 631 600 527	
	Rémunérations	8 160 509 325	8 137 238 348	11 439 291 012	13 819 725 589	13 851 656 065	15 338 251 278	16 147 308 898	
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	579 700 694	579 700 694	579 700 694	679 700 694	477 802 276	737 747 133	782 011 961	
57	TOURISME	11 266 357 778	18 378 547 953	26 787 843 637	27 129 819 911	19 940 528 368	29 313 225 115	31 325 227 201	
	Fonctionnement des Ministères	2 022 900 888	2 945 731 077	4 077 006 077	7 801 126 558	4 953 014 009	8 167 779 506	8 608 839 600	
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	300 000 000	300 000 000	700 000 000	214 100 704	61 323 607	224 163 437	237 613 243	
	Investissements sur Ressources Propres	1 781 433 830	6 981 433 830	13 175 000 000	7 210 841 676	3 212 940 802	7 826 647 555	8 655 771 291	
	Rémunérations	4 178 205 634	3 567 565 620	3 952 020 134	7 119 933 547	7 136 384 153	7 902 279 182	8 319 106 308	
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	606 713 071	606 713 071	606 713 071	606 713 071	426 494 909	658 526 367	698 037 949	
	Subventions aux Services Ex-BPO	2 377 104 355	3 977 104 355	4 277 104 355	4 177 104 355	4 150 370 887	4 533 829 067	4 805 858 811	
58	CULTURE ET ARTS	10 169 551 735	14 649 947 080	25 319 031 950	38 105 969 684	27 343 021 149	40 010 752 730	42 498 840 957	
	Fonctionnement des Ministères	2 669 485 102	3 592 315 291	3 708 019 433	8 851 333 333	5 619 800 893	9 267 346 000	9 767 782 684	
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	559 619 214	1 059 619 214	2 609 619 214	5 898 453 118	1 689 459 268	6 175 680 415	6 546 221 239	
	Investissements sur Ressources Propres	663 384 392	1 513 384 392	3 241 376 733	3 146 990 991	1 402 207 428	3 415 744 022	3 777 594 280	
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	199 474 116	1 026 980 000	1 268 958 500	1 527 422 172	514 149 325	467 124 153	615 330 298	
	Rémunérations	4 548 096 080	5 928 155 352	12 961 565 239	16 652 277 239	16 690 752 326	18 482 046 623	19 456 932 245	
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 529 492 831	1 529 492 831	1 529 492 831	2 029 492 831	1 426 651 909	2 202 811 519	2 334 980 210	
59	JEUNESSE ET INITIATION A LA NOUVELLE CITOYENNETE	8 591 579 030	10 287 177 551	19 713 253 173	31 701 830 633	20 602 910 752	34 076 539 123	36 138 877 105	
	Contrepartie des Projets				2 558 354 407	625 866 519	2 776 837 873	3 014 590 732	
	Fonctionnement des Ministères	1 645 876 516	2 865 839 314	5 325 069 162	9 206 291 771	5 845 167 589	9 638 987 484	10 159 492 808	
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	470 533 895	1 401 468 593	2 555 992 698	6 600 000 000	1 890 399 219	6 910 200 000	7 324 812 000	
	Investissements sur Ressources Propres	588 797 257	988 797 257	1 955 000 000	1 898 072 297	845 725 673	2 060 167 671	2 278 413 594	
	Rémunérations	5 653 231 843	4 797 932 868	9 644 051 794	11 205 972 639	11 231 864 039	12 437 296 461	13 093 335 359	
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	233 139 519	233 139 519	233 139 519	233 139 519	163 887 714	253 049 634	268 232 612	
60	SPORTS ET LOISIRS	33 049 815 813	46 997 901 687	42 918 407 087	92 851 796 354	37 086 503 037	53 714 920 837	61 738 689 006	
	Fonctionnement des Ministères	7 036 014 660	7 958 844 849	8 250 000 000	12 459 320 042	7 910 548 079	13 044 908 084	13 749 333 121	
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	133 332 600	133 332 600	2 000 000 000	12 781 443 516	3 660 913 764	13 382 171 361	14 185 101 643	
	Investissements sur Ressources Propres	692 863 749	3 500 000 000	4 789 490 000	4 900 080 632	2 183 333 057	5 318 547 518	5 881 973 168	
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	22 903 765 647	32 923 244 000	25 152 339 937	59 230 557 302	19 937 743 237	18 114 195 552	23 861 350 954	
	Rémunérations	2 168 251 388	2 166 892 469	2 410 989 381	3 164 807 093	3 172 119 380	3 512 559 358	3 697 838 818	
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	115 587 769	315 587 769	315 587 769	315 587 769	221 845 520	342 538 964	363 091 302	

	CECTION (DURDIOUS		HISTORIO	UE DOTATIONS			PROJECTIONS	
	SECTION/RUBRIQUE	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
61	FONCTION PUBLIQUE	130 586 711 739	175 480 169 901	167 933 993 393	209 732 664 216	182 835 077 218	229 786 640 134	241 329 984 554
	Contrepartie des Projets				415 384 615	101 618 182	450 858 461	489 460 963
	Financement des Réformes	400 000 000	1 400 000 000	2 000 000 000	5 018 765 498	2 303 992 160	5 254 647 476	5 569 926 325
	Fonctionnement des Ministères	5 902 002 761	6 824 832 930	8 250 000 000	12 331 653 376	7 829 491 224	12 911 241 085	13 608 448 103
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	40 595 352 078	55 717 072 389	44 717 072 389	25 357 195 411	7 262 912 486	26 548 983 595	28 141 922 611
	Investissements sur Ressources Extérieures	19 924 385 333	44 121 485 333	15 625 332 000	34 237 548 900	35 435 863 112	37 839 304 130	38 736 125 652
	Investissements sur Ressources Propres	1 878 960 891	2 092 016 228	4 471 875 172	4 341 658 504	1 934 516 438	4 712 436 140	5 211 652 775
	Rémunérations	60 694 781 852	64 133 534 197	91 668 485 008	126 829 229 088	127 122 268 022	140 765 355 481	148 190 405 534
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 191 228 824	1 191 228 824	1 201 228 824	1 201 228 824	844 415 595	1 303 813 766	1 382 042 592
62	EMPLOI, TRAVAIL ET PREVOYANCE SOCIALE	24 750 903 130	25 997 910 552	34 460 739 008	29 326 784 121	22 087 355 109	31 750 910 731	33 576 732 992
	Contrepartie des Projets	300 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	244 636 364	1 085 400 000	1 178 331 948
	Fonctionnement des Ministères	2 509 868 624	3 659 113 907	4 659 435 517	7 480 000 000	4 749 127 515	7 831 560 000	8 254 464 240
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	5 962 561 804	4 881 627 106	6 928 387 106	4 037 927 863	1 156 559 951	4 227 710 473	4 481 373 101
	Investissements sur Ressources Extérieures	338 206 521	3 626 800 000					
	Investissements sur Ressources Propres	4 359 026 837	2 359 026 837	5 000 000 000	1 182 166 618	526 738 976	1 283 123 647	1 419 052 634
	Rémunérations	10 437 737 664	9 627 841 022	16 029 414 705	14 783 187 960	14 817 344 516	16 407 579 887	17 273 042 142
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	843 501 680	843 501 680	843 501 680	843 501 680	592 947 787	915 536 723	970 468 927
63	PREVOYANCE SOCIALE	5 053 276 538	6 872 657 166	8 987 812 105	11 208 346 707	7 487 103 202	11 956 456 503	12 664 287 187
	Fonctionnement des Ministères	1 607 778 570	2 757 023 853	3 910 059 666	5 844 545 513	3 710 760 950	6 119 239 152	6 449 678 066
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	418 844 021	918 844 021	1 089 730 979	1 283 278 822	367 562 013	1 343 592 927	1 424 208 502
	Investissements sur Ressources Propres	358 070 890	500 000 000	1 000 000 000	970 880 970	432 596 252	1 053 794 205	1 165 428 948
	Rémunérations	2 098 758 701	2 126 964 936	2 518 197 104	2 639 817 046	2 645 916 343	2 929 882 863	3 084 427 473
64	Subventions aux Organismes Auxiliaires  AFFAIRES SOCIALES	569 824 356	569 824 356	469 824 356	469 824 356	330 267 643	509 947 356	540 544 197
64		35 762 832 536	63 247 346 451	63 064 133 990	129 220 175 717	67 577 775 633	132 035 437 554	142 017 130 983
	Contrepartie des Projets	1 500 000 000	2 500 000 000	3 000 000 000	49 683 726 310	12 154 446 136	53 926 716 537	
								58 543 922 007
	Fonctionnement des Ministères	4 621 563 969	5 544 394 158	8 357 358 373	11 892 126 860	7 550 431 402	12 451 056 822	13 123 413 891
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 600 000 000	5 544 394 158 6 000 000 000	8 357 358 373 7 111 655 795	11 892 126 860 13 420 337 801	7 550 431 402 3 843 908 500	12 451 056 822 14 051 093 678	13 123 413 891 14 894 159 298
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Ressources Extérieures	2 600 000 000 1 179 247 789	5 544 394 158 6 000 000 000 3 040 667 200	8 357 358 373 7 111 655 795 149 811 493	11 892 126 860 13 420 337 801 198 060 394	7 550 431 402 3 843 908 500 204 992 508	12 451 056 822 14 051 093 678 218 896 145	13 123 413 891 14 894 159 298 224 084 158
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Propres	2 600 000 000 1 179 247 789 1 373 889 564	5 544 394 158 6 000 000 000 3 040 667 200 16 893 889 564	8 357 358 373 7 111 655 795 149 811 493 3 950 000 000	11 892 126 860 13 420 337 801 198 060 394 4 635 979 830	7 550 431 402 3 843 908 500 204 992 508 2 065 657 440	12 451 056 822 14 051 093 678 218 896 145 5 031 892 507	13 123 413 891 14 894 159 298 224 084 158 5 564 951 072
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	2 600 000 000 1 179 247 789 1 373 889 564 4 730 717 643	5 544 394 158 6 000 000 000 3 040 667 200 16 893 889 564 6 357 660 748	8 357 358 373 7 111 655 795 149 811 493 3 950 000 000 7 256 130 720	11 892 126 860 13 420 337 801 198 060 394 4 635 979 830 10 442 339 837	7 550 431 402 3 843 908 500 204 992 508 2 065 657 440 3 515 021 637	12 451 056 822 14 051 093 678 218 896 145 5 031 892 507 3 193 530 408	13 123 413 891 14 894 159 298 224 084 158 5 564 951 072 4 206 753 186
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD Rémunérations	2 600 000 000 1 179 247 789 1 373 889 564 4 730 717 643 17 851 258 609	5 544 394 158 6 000 000 000 3 040 667 200 16 893 889 564 6 357 660 748 20 617 408 229	8 357 358 373 7 111 655 795 149 811 493 3 950 000 000 7 256 130 720 30 795 851 057	11 892 126 860 13 420 337 801 198 060 394 4 635 979 830 10 442 339 837 36 294 278 133	7 550 431 402 3 843 908 500 204 992 508 2 065 657 440 3 515 021 637 36 378 136 063	12 451 056 822 14 051 093 678 218 896 145 5 031 892 507 3 193 530 408 40 282 330 816	13 123 413 891 14 894 159 298 224 084 158 5 564 951 072 4 206 753 186 42 407 131 493
65	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	2 600 000 000 1 179 247 789 1 373 889 564 4 730 717 643	5 544 394 158 6 000 000 000 3 040 667 200 16 893 889 564 6 357 660 748	8 357 358 373 7 111 655 795 149 811 493 3 950 000 000 7 256 130 720	11 892 126 860 13 420 337 801 198 060 394 4 635 979 830 10 442 339 837	7 550 431 402 3 843 908 500 204 992 508 2 065 657 440 3 515 021 637	12 451 056 822 14 051 093 678 218 896 145 5 031 892 507 3 193 530 408	13 123 413 891 14 894 159 298 224 084 158 5 564 951 072 4 206 753 186
65	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD Rémunérations Subventions aux Organismes Auxiliaires GENRE, FAMILLE ET ENFANT	2 600 000 000 1 179 247 789 1 373 889 564 4 730 717 643 17 851 258 609 1 906 154 962 47 917 883 193	5 544 394 158 6 000 000 000 3 040 667 200 16 893 889 564 6 357 660 748 20 617 408 229 2 293 326 552	8 357 358 373 7 111 655 795 149 811 493 3 950 000 000 7 256 130 720 30 795 851 057 2 443 326 552	11 892 126 860 13 420 337 801 198 060 394 4 635 979 830 10 442 339 837 36 294 278 133 2 653 326 552	7 550 431 402 3 843 908 500 204 992 508 2 065 657 440 3 515 021 637 36 378 136 063 1 865 181 948	12 451 056 822 14 051 093 678 218 896 145 5 031 892 507 3 193 530 408 40 282 330 816 2 879 920 640	13 123 413 891 14 894 159 298 224 084 158 5 564 951 072 4 206 753 186 42 407 131 493 3 052 715 878 79 962 416 432
65	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD Rémunérations Subventions aux Organismes Auxiliaires	2 600 000 000 1 179 247 789 1 373 889 564 4 730 717 643 17 851 258 609 1 906 154 962	5 544 394 158 6 000 000 000 3 040 667 200 16 893 889 564 6 357 660 748 20 617 408 229 2 293 326 552 52 126 890 948	8 357 358 373 7 111 655 795 149 811 493 3 950 000 000 7 256 130 720 30 795 851 057 2 443 326 552 21 777 460 491	11 892 126 860 13 420 337 801 198 060 394 4 635 979 830 10 442 339 837 36 294 278 133 2 653 326 552 71 366 117 757	7 550 431 402 3 843 908 500 204 992 508 2 065 657 440 3 515 021 637 36 378 136 063 1 865 181 948 54 291 513 101	12 451 056 822 14 051 093 678 218 896 145 5 031 892 507 3 193 530 408 40 282 330 816 2 879 920 640 76 522 380 754	13 123 413 891 14 894 159 298 224 084 158 5 564 951 072 4 206 753 186 42 407 131 493 3 052 715 878
65	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD Rémunérations Subventions aux Organismes Auxiliaires GENRE, FAMILLE ET ENFANT Contrepartie des Projets Fonctionnement des Ministères	2 600 000 000 1 179 247 789 1 373 889 564 4 730 717 643 17 851 258 609 1 906 154 962 47 917 883 193 500 000 000	5 544 394 158 6 000 000 000 3 040 667 200 16 893 889 564 6 357 660 748 20 617 408 229 2 293 326 552 52 126 890 948 1 000 000 000	8 357 358 373 7 111 655 795 149 811 493 3 950 000 000 7 256 130 720 30 795 851 057 2 443 326 552 21 777 460 491 800 000 000	11 892 126 860 13 420 337 801 198 060 394 4 635 979 830 10 442 339 837 36 294 278 133 2 653 326 552 71 366 117 757 3 000 000 000	7 550 431 402 3 843 908 500 204 992 508 2 065 657 440 3 515 021 637 36 378 136 063 1 865 181 948 54 291 513 101 733 909 091	12 451 056 822 14 051 093 678 218 896 145 5 031 892 507 3 193 530 408 40 282 330 816 2 879 920 640 76 522 380 754 3 256 200 000	13 123 413 891 14 894 159 298 224 084 158 5 564 951 072 4 206 753 186 42 407 131 493 3 052 715 878 79 962 416 432 3 534 995 844
65	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD Rémunérations Subventions aux Organismes Auxiliaires GENRE, FAMILLE ET ENFANT Contrepartie des Projets	2 600 000 000 1 179 247 789 1 373 889 564 4 730 717 643 17 851 258 609 1 906 154 962 47 917 883 193 500 000 000 4 243 554 375	5 544 394 158 6 000 000 000 3 040 667 200 16 893 889 564 6 357 660 748 20 617 408 229 2 293 326 552 52 126 890 948 1 000 000 000 5 166 384 564	8 357 358 373 7 111 655 795 149 811 493 3 950 000 000 7 256 130 720 30 795 851 057 2 443 326 552 21 777 460 491 800 000 000 5 332 787 578	11 892 126 860 13 420 337 801 198 060 394 4 635 979 830 10 442 339 837 36 294 278 133 2 653 326 552 71 366 117 757 3 000 000 000 7 971 162 174	7 550 431 402 3 843 908 500 204 992 508 2 065 657 440 3 515 021 637 36 378 136 063 1 865 181 948 54 291 513 101 733 909 091 5 060 971 338	12 451 056 822 14 051 093 678 218 896 145 5 031 892 507 3 193 530 408 40 282 330 816 2 879 920 640 76 522 380 754 3 256 200 000 8 345 806 796	13 123 413 891 14 894 159 298 224 084 158 5 564 951 072 4 206 753 186 42 407 131 493 3 052 715 878 79 962 416 432 3 534 995 844 8 796 480 363
65	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD Rémunérations Subventions aux Organismes Auxiliaires GENRE, FAMILLE ET ENFANT Contrepartie des Projets Fonctionnement des Ministères Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 600 000 000 1 179 247 789 1 373 889 564 4 730 717 643 17 851 258 609 1 906 154 962 47 917 883 193 500 000 000 4 243 554 375 2 448 600 000	5 544 394 158 6 000 000 000 3 040 667 200 16 893 889 564 6 357 660 748 20 617 408 229 2 293 326 552 52 126 890 948 1 000 000 000 5 166 384 564 4 698 600 000	8 357 358 373 7 111 655 795 149 811 493 3 950 000 000 7 256 130 720 30 795 851 057 2 443 326 552 21 777 460 491 800 000 000 5 332 787 578	11 892 126 860 13 420 337 801 198 060 394 4 635 979 830 10 442 339 837 36 294 278 133 2 653 326 552 71 366 117 757 3 000 000 000 7 971 162 174 15 000 000 000	7 550 431 402 3 843 908 500 204 992 508 2 065 657 440 3 515 021 637 36 378 136 063 1 865 181 948 54 291 513 101 733 909 091 5 060 971 338 4 296 361 862	12 451 056 822 14 051 093 678 218 896 145 5 031 892 507 3 193 530 408 40 282 330 816 2 879 920 640 76 522 380 754 3 256 200 000 8 345 806 796 15 705 000 000	13 123 413 891 14 894 159 298 224 084 158 5 564 951 072 4 206 753 186 42 407 131 493 3 052 715 878 79 962 416 432 3 534 995 844 8 796 480 363 16 647 300 000
65	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD Rémunérations Subventions aux Organismes Auxiliaires GENRE, FAMILLE ET ENFANT Contrepartie des Projets Fonctionnement des Ministères Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Ressources Extérieures	2 600 000 000 1 179 247 789 1 373 889 564 4 730 717 643 17 851 258 609 1 906 154 962 47 917 883 193 500 000 000 4 243 554 375 2 448 600 000 35 309 494 442	5 544 394 158 6 000 000 000 3 040 667 200 16 893 889 564 6 357 660 748 20 617 408 229 2 293 326 552 52 126 890 948 1 000 000 000 5 166 384 564 4 698 600 000 33 918 130 442	8 357 358 373 7 111 655 795 149 811 493 3 950 000 000 7 256 130 720 30 795 851 057 2 443 326 552 21 777 460 491 800 000 000 5 332 787 578 4 500 000 000	11 892 126 860 13 420 337 801 198 060 394 4 635 979 830 10 442 339 837 36 294 278 133 2 653 326 552 71 366 117 757 3 000 000 000 7 971 162 174 15 000 000 000 33 374 820 000	7 550 431 402 3 843 908 500 204 992 508 2 065 657 440 3 515 021 637 36 378 136 063 1 865 181 948 54 291 513 101 733 909 091 5 060 971 338 4 296 361 862 34 542 938 700	12 451 056 822 14 051 093 678 218 896 145 5 031 892 507 3 193 530 408 40 282 330 816 2 879 920 640 76 522 380 754 3 256 200 000 8 345 806 796 15 705 000 000 36 885 817 030	13 123 413 891 14 894 159 298 224 084 158 5 564 951 072 4 206 753 186 42 407 131 493 3 052 715 878 79 962 416 432 3 534 995 844 8 796 480 363 16 647 300 000 37 760 040 150
65	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD Rémunérations Subventions aux Organismes Auxiliaires GENRE, FAMILLE ET ENFANT Contrepartie des Projets Fonctionnement des Ministères Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Propres	2 600 000 000 1 179 247 789 1 373 889 564 4 730 717 643 17 851 258 609 1 906 154 962 47 917 883 193 500 000 000 4 243 554 375 2 448 600 000 35 309 494 442 1 016 331 434	5 544 394 158 6 000 000 000 3 040 667 200 16 893 889 564 6 357 660 748 20 617 408 229 2 293 326 552 52 126 890 948 1 000 000 000 5 166 384 564 4 698 600 000 33 918 130 442 1 141 573 234	8 357 358 373 7 111 655 795 149 811 493 3 950 000 000 7 256 130 720 30 795 851 057 2 443 326 552 21 777 460 491 800 000 000 5 332 787 578 4 500 000 000	11 892 126 860 13 420 337 801 198 060 394 4 635 979 830 10 442 339 837 36 294 278 133 2 653 326 552 71 366 117 757 3 000 000 000 7 971 162 174 15 000 000 000 33 374 820 000 2 492 251 449	7 550 431 402 3 843 908 500 204 992 508 2 065 657 440 3 515 021 637 36 378 136 063 1 865 181 948 54 291 513 101 733 909 091 5 060 971 338 4 296 361 862 34 542 938 700 1 110 474 578	12 451 056 822 14 051 093 678 218 896 145 5 031 892 507 3 193 530 408 40 282 330 816 2 879 920 640 76 522 380 754 3 256 200 000 8 345 806 796 15 705 000 000 36 885 817 030 2 705 089 723	13 123 413 891 14 894 159 298 224 084 158 5 564 951 072 4 206 753 186 42 407 131 493 3 052 715 878 79 962 416 432 3 534 995 844 8 796 480 363 16 647 300 000 37 760 040 150 2 991 656 108
65	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD Rémunérations Subventions aux Organismes Auxiliaires GENRE, FAMILLE ET ENFANT Contrepartie des Projets Fonctionnement des Ministères Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	2 600 000 000 1 179 247 789 1 373 889 564 4 730 717 643 17 851 258 609 1 906 154 962 47 917 883 193 500 000 000 4 243 554 375 2 448 600 000 35 309 494 442 1 016 331 434 500 125 365	5 544 394 158 6 000 000 000 3 040 667 200 16 893 889 564 6 357 660 748 20 617 408 229 2 293 326 552 52 126 890 948 1 000 000 000 5 166 384 564 4 698 600 000 33 918 130 442 1 141 573 234 627 760 000	8 357 358 373 7 111 655 795 149 811 493 3 950 000 000 7 256 130 720 30 795 851 057 2 443 326 552 21 777 460 491 800 000 000 5 332 787 578 4 500 000 000 2 567 000 000 962 344 934	11 892 126 860 13 420 337 801 198 060 394 4 635 979 830 10 442 339 837 36 294 278 133 2 653 326 552 71 366 117 757 3 000 000 000 7 971 162 174 15 000 000 000 33 374 820 000 2 492 251 449 1 158 357 022	7 550 431 402 3 843 908 500 204 992 508 2 065 657 440 3 515 021 637 36 378 136 063 1 865 181 948 54 291 513 101 733 909 091 5 060 971 338 4 296 361 862 34 542 938 700 1 110 474 578 389 917 400	12 451 056 822 14 051 093 678 218 896 145 5 031 892 507 3 193 530 408 40 282 330 816 2 879 920 640 76 522 380 754 3 256 200 000 8 345 806 796 15 705 000 000 36 885 817 030 2 705 089 723 354 254 739	13 123 413 891 14 894 159 298 224 084 158 5 564 951 072 4 206 753 186 42 407 131 493 3 052 715 878 79 962 416 432 3 534 995 844 8 796 480 363 16 647 300 000 37 760 040 150 2 991 656 108 466 650 403
65	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD Rémunérations  Subventions aux Organismes Auxiliaires  GENRE, FAMILLE ET ENFANT  Contrepartie des Projets  Fonctionnement des Ministères  Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Ressources Extérieures  Investissements sur Ressources Propres  Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD  Rémunérations	2 600 000 000 1 179 247 789 1 373 889 564 4 730 717 643 17 851 258 609 1 906 154 962 47 917 883 193 500 000 000 4 243 554 375 2 448 600 000 35 309 494 442 1 016 331 434 500 125 365 3 415 018 121	5 544 394 158 6 000 000 000 3 040 667 200 16 893 889 564 6 357 660 748 20 617 408 229 2 293 326 552 52 126 890 948 1 000 000 000 5 166 384 564 4 698 600 000 33 918 130 442 1 141 573 234 627 760 000 5 089 683 252	8 357 358 373 7 111 655 795 149 811 493 3 950 000 000 7 256 130 720 30 795 851 057 2 443 326 552 21 777 460 491 800 000 000 5 332 787 578 4 500 000 000 2 567 000 000 962 344 934 7 130 568 523	11 892 126 860 13 420 337 801 198 060 394 4 635 979 830 10 442 339 837 36 294 278 133 2 653 326 552 71 366 117 757 3 000 000 000 7 971 162 174 15 000 000 000 33 374 820 000 2 492 251 449 1 158 357 022 7 594 767 656	7 550 431 402 3 843 908 500 204 992 508 2 065 657 440 3 515 021 637 36 378 136 063 1 865 181 948 54 291 513 101 733 909 091 5 060 971 338 4 296 361 862 34 542 938 700 1 110 474 578 389 917 400 7 612 315 367	12 451 056 822 14 051 093 678 218 896 145 5 031 892 507 3 193 530 408 40 282 330 816 2 879 920 640 76 522 380 754 3 256 200 000 8 345 806 796 15 705 000 000 36 885 817 030 2 705 089 723 354 254 739 8 429 288 553	13 123 413 891 14 894 159 298 224 084 158 5 564 951 072 4 206 753 186 42 407 131 493 3 052 715 878 79 962 416 432 3 534 995 844 8 796 480 363 16 647 300 000 37 760 040 150 2 991 656 108 466 650 403 8 873 914 215
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD Rémunérations Subventions aux Organismes Auxiliaires GENRE, FAMILLE ET ENFANT Contrepartie des Projets Fonctionnement des Ministères Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD Rémunérations Subventions aux Organismes Auxiliaires	2 600 000 000 1 179 247 789 1 373 889 564 4 730 717 643 17 851 258 609 1 906 154 962 47 917 883 193 500 000 000 4 243 554 375 2 448 600 000 35 309 494 442 1 016 331 434 500 125 365 3 415 018 121	5 544 394 158 6 000 000 000 3 040 667 200 16 893 889 564 6 357 660 748 20 617 408 229 2 293 326 552 52 126 890 948 1 000 000 000 5 166 384 564 4 698 600 000 33 918 130 442 1 141 573 234 627 760 000 5 089 683 252	8 357 358 373 7 111 655 795 149 811 493 3 950 000 000 7 256 130 720 30 795 851 057 2 443 326 552 21 777 460 491 800 000 000 5 332 787 578 4 500 000 000 2 567 000 000 962 344 934 7 130 568 523	11 892 126 860 13 420 337 801 198 060 394 4 635 979 830 10 442 339 837 36 294 278 133 2 653 326 552 71 366 117 757 3 000 000 000 7 971 162 174 15 000 000 000 2 492 251 449 1 158 357 022 7 594 767 656 774 759 456	7 550 431 402 3 843 908 500 204 992 508 2 065 657 440 3 515 021 637 36 378 136 063 1 865 181 948 54 291 513 101 733 909 091 5 060 971 338 4 296 361 862 34 542 938 700 1 110 474 578 389 917 400 7 612 315 367 544 624 766	12 451 056 822 14 051 093 678 218 896 145 5 031 892 507 3 193 530 408 40 282 330 816 2 879 920 640 76 522 380 754 3 256 200 000 8 345 806 796 15 705 000 000 36 885 817 030 2 705 089 723 354 254 739 8 429 288 553 840 923 914	13 123 413 891 14 894 159 298 224 084 158 5 564 951 072 4 206 753 186 42 407 131 493 3 052 715 878 79 962 416 432 3 534 995 844 8 796 480 363 16 647 300 000 37 760 040 150 2 991 656 108 466 650 403 8 873 914 215 891 379 348
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD Rémunérations  Subventions aux Organismes Auxiliaires  GENRE, FAMILLE ET ENFANT  Contrepartie des Projets  Fonctionnement des Ministères Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD Rémunérations  Subventions aux Organismes Auxiliaires  PERSONNES VIVANTS AVEC HANDICAP	2 600 000 000 1 179 247 789 1 373 889 564 4 730 717 643 17 851 258 609 1 906 154 962 47 917 883 193 500 000 000 4 243 554 375 2 448 600 000 35 309 494 442 1 016 331 434 500 125 365 3 415 018 121	5 544 394 158 6 000 000 000 3 040 667 200 16 893 889 564 6 357 660 748 20 617 408 229 2 293 326 552 52 126 890 948 1 000 000 000 5 166 384 564 4 698 600 000 33 918 130 442 1 141 573 234 627 760 000 5 089 683 252	8 357 358 373 7 111 655 795 149 811 493 3 950 000 000 7 256 130 720 30 795 851 057 2 443 326 552 21 777 460 491 800 000 000 5 332 787 578 4 500 000 000 2 567 000 000 962 344 934 7 130 568 523	11 892 126 860 13 420 337 801 198 060 394 4 635 979 830 10 442 339 837 36 294 278 133 2 653 326 552 71 366 117 757 3 000 000 000 7 971 162 174 15 000 000 000 2 492 251 449 1 158 357 022 7 594 767 656 774 759 456 4 800 987 898	7 550 431 402 3 843 908 500 204 992 508 2 065 657 440 3 515 021 637 36 378 136 063 1 865 181 948 54 291 513 101 733 909 091 5 060 971 338 4 296 361 862 34 542 938 700 1 110 474 578 389 917 400 7 612 315 367 544 624 766 2 089 799 399	12 451 056 822 14 051 093 678 218 896 145 5 031 892 507 3 193 530 408 40 282 330 816 2 879 920 640 76 522 380 754 3 256 200 000 8 345 806 796 15 705 000 000 36 885 817 030 2 705 089 723 354 254 739 8 429 288 553 840 923 914 5 114 992 264	13 123 413 891 14 894 159 298 224 084 158 5 564 951 072 4 206 753 186 42 407 131 493 3 052 715 878 79 962 416 432 3 534 995 844 8 796 480 363 16 647 300 000 37 760 040 150 2 991 656 108 466 650 403 8 873 914 215 891 379 348 5 530 334 605
68	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD Rémunérations Subventions aux Organismes Auxiliaires GENRE, FAMILLE ET ENFANT Contrepartie des Projets Fonctionnement des Ministères Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD Rémunérations Subventions aux Organismes Auxiliaires PERSONNES VIVANTS AVEC HANDICAP Fonctionnement des Ministères Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Ressources Propres	2 600 000 000 1 179 247 789 1 373 889 564 4 730 717 643 17 851 258 609 1 906 154 962 47 917 883 193 500 000 000 4 243 554 375 2 448 600 000 35 309 494 442 1 016 331 434 500 125 365 3 415 018 121 484 759 456	5 544 394 158 6 000 000 000 3 040 667 200 16 893 889 564 6 357 660 748 20 617 408 229 2 293 326 552 52 126 890 948 1 000 000 000 5 166 384 564 4 698 600 000 33 918 130 442 1 141 573 234 627 760 000 5 089 683 252 484 759 456	8 357 358 373 7 111 655 795 149 811 493 3 950 000 000 7 256 130 720 30 795 851 057 2 443 326 552 21 777 460 491 800 000 000 5 332 787 578 4 500 000 000 2 567 000 000 962 344 934 7 130 568 523 484 759 456	11 892 126 860 13 420 337 801 198 060 394 4 635 979 830 10 442 339 837 36 294 278 133 2 653 326 552 71 366 117 757 3 000 000 000 7 971 162 174 15 000 000 000 2 492 251 449 1 158 357 022 7 594 767 656 774 759 456 4 800 987 898 1 000 000 000 1 500 000 000 2 300 987 898	7 550 431 402 3 843 908 500 204 992 508 2 065 657 440 3 515 021 637 36 378 136 063 1 865 181 948 54 291 513 101 733 909 091 5 060 971 338 4 296 361 862 34 542 938 700 1 110 474 578 389 917 400 7 612 315 367 544 624 766 2 089 799 399 634 910 096 429 636 186 1 025 253 117	12 451 056 822 14 051 093 678 218 896 145 5 031 892 507 3 193 530 408 40 282 330 816 2 879 920 640 76 522 380 754 3 256 200 000 8 345 806 796 15 705 000 000 36 885 817 030 2 705 089 723 354 254 739 8 429 288 553 840 923 914 5 114 992 264 1 047 000 000 1 570 500 000 2 497 492 264	13 123 413 891 14 894 159 298 224 084 158 5 564 951 072 4 206 753 186 42 407 131 493 3 052 715 878 79 962 416 432 3 534 995 844 8 796 480 363 16 647 300 000 37 760 040 150 2 991 656 108 466 650 403 8 873 914 215 891 379 348 5 530 334 605 1 103 538 000 1 664 730 000 2 762 066 605
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD Rémunérations  Subventions aux Organismes Auxiliaires  GENRE, FAMILLE ET ENFANT  Contrepartie des Projets  Fonctionnement des Ministères Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD Rémunérations  Subventions aux Organismes Auxiliaires  PERSONNES VIVANTS AVEC HANDICAP  Fonctionnement des Ministères  Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 600 000 000 1 179 247 789 1 373 889 564 4 730 717 643 17 851 258 609 1 906 154 962 47 917 883 193 500 000 000 4 243 554 375 2 448 600 000 35 309 494 442 1 016 331 434 500 125 365 3 415 018 121	5 544 394 158 6 000 000 000 3 040 667 200 16 893 889 564 6 357 660 748 20 617 408 229 2 293 326 552 52 126 890 948 1 000 000 000 5 166 384 564 4 698 600 000 33 918 130 442 1 141 573 234 627 760 000 5 089 683 252	8 357 358 373 7 111 655 795 149 811 493 3 950 000 000 7 256 130 720 30 795 851 057 2 443 326 552 21 777 460 491 800 000 000 5 332 787 578 4 500 000 000 2 567 000 000 962 344 934 7 130 568 523	11 892 126 860 13 420 337 801 198 060 394 4 635 979 830 10 442 339 837 36 294 278 133 2 653 326 552 71 366 117 757 3 000 000 000 7 971 162 174 15 000 000 000 2 492 251 449 1 158 357 022 7 594 767 656 774 759 456 4 800 987 898 1 000 000 000 1 500 000 000	7 550 431 402 3 843 908 500 204 992 508 2 065 657 440 3 515 021 637 36 378 136 063 1 865 181 948 54 291 513 101 733 909 091 5 060 971 338 4 296 361 862 34 542 938 700 1 110 474 578 389 917 400 7 612 315 367 544 624 766 2 089 799 399 634 910 096 429 636 186	12 451 056 822 14 051 093 678 218 896 145 5 031 892 507 3 193 530 408 40 282 330 816 2 879 920 640 76 522 380 754 3 256 200 000 8 345 806 796 15 705 000 000 36 885 817 030 2 705 089 723 354 254 739 8 429 288 553 840 923 914 5 114 992 264 1 047 000 000 1 570 500 000	13 123 413 891 14 894 159 298 224 084 158 5 564 951 072 4 206 753 186 42 407 131 493 3 052 715 878 79 962 416 432 3 534 995 844 8 796 480 363 16 647 300 000 37 760 040 150 2 991 656 108 466 650 403 8 873 914 215 891 379 348 5 530 334 605 1 103 538 000 1 664 730 000

	CECTION/PURPIQUE		HISTORIC	UE DOTATIONS		PROJECTIONS			
	SECTION/RUBRIQUE	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	
	Investissements sur Ressources Propres	91 468 969	491 468 969	540 000 000	524 275 724	233 601 976	569 048 871	629 331 632	
	Rémunérations	654 816 162	852 608 880	2 948 247 507	2 770 363 026	2 776 763 950	3 074 773 370	3 236 960 622	
70	SOLIDARITE NATIONALE ET ACTIONS HUMANITAIRES	12 546 496 298	27 957 668 358	31 645 602 436	114 228 491 575	78 638 859 958	127 851 802 969	223 003 365 366	
	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	7 500 000 000	15 000 000 000	20 000 000 000	90 000 000 000	67 720 270 806	102 315 011 822	195 797 934 446	
	Fonctionnement des Ministères	4 374 497 960	5 297 328 149	6 025 000 000	9 005 843 829	5 717 901 167	9 429 118 489	9 938 290 887	
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	247 785 400	1 147 785 400	1 347 785 400	11 000 000 000	3 150 665 365	11 517 000 000	12 208 020 000	
	Investissements sur Ressources Propres	228 158 937	6 317 183 937	4 037 500 000	3 919 931 919	1 746 607 369	4 254 694 105	4 705 419 380	
	Rémunérations	196 054 001	195 370 872	235 317 036	302 715 827	303 415 252	335 978 554	353 700 653	
74	PORTEFEUILLE	8 161 230 220	19 718 560 125	23 274 370 076	26 495 815 625	14 102 568 958	28 238 656 491	30 179 951 376	
	Fonctionnement des Ministères	2 304 947 836	3 227 778 025	4 500 000 000	7 650 132 567	4 857 146 400	8 009 688 798	8 442 211 993	
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 208 182 344	1 708 182 344	7 728 182 344	8 051 271 430	2 306 078 367	8 429 681 187	8 935 462 058	
	Investissements sur Ressources Propres	888 772 508	11 000 000 000	6 658 817 270	6 464 918 969	2 880 579 393	7 017 023 049	7 760 378 403	
	Rémunérations	3 521 527 252	3 144 799 476	3 749 570 182	3 391 692 379	3 399 528 884	3 764 375 033	3 962 937 193	
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	237 800 280	637 800 280	637 800 280	937 800 280	659 235 913	1 017 888 424	1 078 961 729	
	COMITE NATIONAL DE SUIVI DE L'ACCORD DE LA St SYLVEST	4 000 000 000	12 773 863 461	12 139 420 672	10 500 000 000	6 530 214 282	11 056 381 031	11 513 779 362	
	Fonctionnement des Institutions	4 000 000 000	7 773 863 461	8 639 420 672	9 500 000 000	5 527 903 782	9 946 500 000	10 345 354 650	
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques		5 000 000 000	500 000 000					
	Rémunérations			3 000 000 000	1 000 000 000	1 002 310 500	1 109 881 031	1 168 424 713	
77	COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE	1 221 774 247 324	966 546 601 946	371 900 741 366	273 961 610 421	206 271 684 205	308 329 999 353	539 910 799 418	
	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Extérieures	58 090 000 000	72 536 000 000						
	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	1 110 899 527 729	840 000 000 000	325 000 000 000	220 000 000 000	165 538 439 748	250 103 362 230	478 617 173 089	
	Fonctionnement des Institutions	15 000 000 000	18 000 000 000	20 451 735 542	24 000 000 000	13 965 230 606	25 128 000 000	26 135 632 800	
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	311 364 235	311 364 235	741 364 235	372 990 637	106 833 517	390 521 197	413 952 469	
	Investissements sur Ressources Extérieures	10 883 558 400	10 883 558 400						
	Investissements sur Ressources Propres	611 050 151	611 050 151	1 500 000 000	5 380 978 195	2 397 606 989	5 840 513 733	6 459 234 396	
	Rémunérations	25 978 746 809	24 204 629 160	24 207 641 589	24 207 641 589	24 263 573 345	26 867 602 193	28 284 806 664	
78	FORMATION PROFESSIONNELLE, ARTS ET METIERS	47 822 373 013	75 519 630 045	87 827 539 863	160 393 406 367	72 431 029 437	98 660 929 156	112 191 666 364	
	Fonctionnement des Ministères	8 348 541 872	9 767 842 609	10 538 334 261	20 250 934 668	12 857 522 866	21 202 728 597	22 347 675 942	
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 065 726 379	2 065 726 379		12 500 000 000	3 580 301 551	13 087 500 000	13 872 750 000	
	Investissements sur Ressources Extérieures	2 385 075 870	1 065 726 379		13 565 762 550	14 040 564 239	14 992 866 936	15 348 209 775	
	Investissements sur Ressources Propres	1 575 465 750	12 201 726 379	8 906 018 825	15 739 683 899	7 013 144 219	17 083 852 904	18 893 647 945	
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	33 311 680 795	49 282 725 952	67 185 811 727	95 575 969 849	32 172 061 741	29 229 537 704	38 503 297 339	
	Rémunérations	1 135 882 347	1 135 882 347	1 197 375 050	2 761 055 401	2 767 434 820	3 064 443 014	3 226 085 363	
79	CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL	6 177 435 973	8 444 996 251	9 292 299 653	11 732 289 203	7 349 797 814	12 449 911 568	13 042 765 162	
	Fonctionnement des Institutions	4 000 000 000	5 500 000 000	5 664 800 569	7 500 000 000	4 364 134 564	7 852 500 000	8 167 385 250	
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	100 000 000	100 000 000	500 000 000	1 422 812 891	407 527 936	1 489 685 097	1 579 066 203	
	Investissements sur Ressources Propres	277 282 429	777 282 429	440 000 000	427 187 627	190 342 351	463 669 450	512 788 737	
	Rémunérations	1 800 153 544	2 067 713 822	2 687 499 084	2 382 288 685	2 387 792 963	2 644 057 021	2 783 524 972	
80	CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'AUDIO-VISUEL ET DE LA COMMUN	9 442 046 026	12 475 391 127	13 352 990 065	12 745 528 057	8 820 792 558	13 588 676 648	14 223 101 434	
	Fonctionnement des Institutions	4 742 624 757	7 942 624 757	8 180 615 427	8 600 000 000	5 004 207 634	9 004 200 000	9 365 268 420	
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	100 000 000	100 000 000	100 000 000	53 525 176	15 330 902	56 040 859	59 403 311	
	Investissements sur Ressources Propres	55 389 295	555 389 295	555 389 296	539 216 899	240 259 328	585 266 022	647 266 763	
	Rémunérations	4 544 031 974	3 877 377 075	4 516 985 342	3 552 785 982	3 560 994 694	3 943 169 767	4 151 162 940	
81	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	5 681 988 883	10 451 129 973	13 273 868 402	14 554 387 074	10 376 067 688	15 591 080 755	16 367 106 974	

	SECTION/BURBIQUE	HISTORIQUE DOTATIONS				PROJECTIONS		
	SECTION/RUBRIQUE	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
	Fonctionnement des Institutions	4 509 753 544	7 009 753 344	7 790 233 035	8 500 000 000	4 946 019 173	8 899 500 000	9 256 369 950
	Investissements sur Ressources Propres	87 433 668	587 433 668	1 180 932 888	1 146 545 270	510 867 142	1 244 460 236	1 376 293 376
	Rémunérations	1 084 801 671	2 853 942 961	4 302 702 479	4 907 841 804	4 919 181 372	5 447 120 519	5 734 443 649
82	PECHE ET ELEVAGE	64 017 508 542	6 488 160 702	8 621 909 686	73 866 001 223	27 987 565 779	44 649 422 605	51 113 198 076
	Fonctionnement des Ministères	1 074 945 608	1 771 360 702	3 721 909 686	10 000 000 000	6 349 100 956	10 470 000 000	11 035 380 000
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	500 000 000	500 000 000	1 500 000 000	12 400 000 000	3 551 659 139	12 982 800 000	13 761 768 000
	Investissements sur Ressources Extérieures	58 252 562 934	3 626 800 000					
	Investissements sur Ressources Propres	4 190 000 000	590 000 000	3 400 000 000	7 000 000 000	3 118 995 899	7 597 800 000	8 402 680 541
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD				44 466 001 223	14 967 809 785	13 598 822 605	17 913 369 535
83	AFFAIRES COUTUMIERES	2 801 402 408	11 332 135 628	16 363 709 801	26 268 168 268	20 700 035 238	28 480 940 460	30 063 797 712
	Fonctionnement des Ministères	2 501 402 408	3 424 232 597	5 126 897 559	6 430 767 944	4 082 959 490	6 733 014 037	7 096 596 795
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	150 000 000	150 000 000	100 000 000	4 000 000 000	1 145 696 496	4 188 000 000	4 439 280 000
	Investissements sur Ressources Propres	150 000 000	591 535 491	744 852 132	723 162 759	322 220 240	784 920 859	868 072 235
	Rémunérations		7 166 367 540	10 391 960 110	15 114 237 565	15 149 159 011	16 775 005 564	17 659 848 682
84	AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET RENOVATION DE LA VILL	3 213 212 417	7 415 242 606	8 006 208 996	10 827 886 348	4 780 976 958	11 541 681 891	12 382 544 172
	Contrepartie des Projets	1 000 000 000	1 500 000 000	2 000 000 000	4 000 000 000	978 545 455	4 341 600 000	4 713 327 792
	Fonctionnement des Ministères	2 013 212 417	2 936 042 606	3 130 608 996	4 689 464 848	2 977 388 575	4 909 869 696	5 175 002 659
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	200 000 000	1 700 000 000	1 500 000 000	802 877 637	229 963 524	840 612 886	891 049 659
	Investissements sur Ressources Propres		1 279 200 000	1 375 600 000	1 335 543 863	595 079 405	1 449 599 309	1 603 164 061
85	COUR DES COMPTES				18 532 452 426	14 833 794 126	20 131 909 596	21 233 052 458
	Fonctionnement des Institutions				6 135 671 664	3 570 252 905	6 424 048 232	6 681 652 566
	Investissements sur Ressources Propres				2 086 940 076	929 879 648	2 265 164 758	2 505 127 252
	Rémunérations				10 309 840 686	10 333 661 573	11 442 696 605	12 046 272 639
86	MINISTERE DELEGUE DES CONGOLAIS DE L'ETRANGER	2 500 000 000	5 046 415 094	5 821 069 051				
	Fonctionnement des Ministères	2 500 000 000	3 196 415 094	3 546 069 051				
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques		1 000 000 000	1 000 000 000				
	Investissements sur Ressources Propres		850 000 000	1 275 000 000				
90	CLASSE MOYENNE, DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRIS	73 307 280 571	53 639 836 982	35 660 844 083	93 569 858 469	48 089 391 060	72 933 102 870	80 873 636 691
	Fonctionnement des Ministères	2 513 804 893	3 549 842 629	3 664 178 767	8 192 273 856	5 201 357 377	8 577 310 727	9 040 485 507
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 636 494 000	1 636 494 000	1 750 000 000	9 000 000 000	2 577 817 117	9 423 000 000	9 988 380 000
	Investissements sur Ressources Extérieures				5 724 066 373	5 924 408 696	6 326 232 318	6 476 169 042
	Investissements sur Ressources Propres	31 000 000 000	26 000 000 000	11 000 000 000	21 642 545 061	9 643 287 041	23 490 818 409	25 979 341 748
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	32 373 008 800	15 869 527 475	8 540 866 738	36 400 913 303	12 253 000 750	11 132 315 681	14 664 305 165
	Rémunérations	5 783 972 878	6 583 972 878	10 705 798 578	12 110 059 876	12 138 040 169	13 440 725 735	14 149 693 229
	Subventions aux Organismes Auxiliaires				500 000 000	351 479 909	542 700 000	575 262 000
93	OPPOSITION POLITIQUE	502 246 456	802 246 456	826 284 753	1 600 000 000	931 015 374	1 675 200 000	1 742 375 520
	Fonctionnement des Institutions	502 246 456	802 246 456	826 284 753	1 600 000 000	931 015 374	1 675 200 000	1 742 375 520
	Total général	10 223 312 584 133	8 927 875 827 540	9 604 890 657 737	17 225 248 047 289	13 053 989 588 268	16 612 428 643 222	17 872 700 402 259